UEMOA

# EXAMENS DU DIPLOME D'ETUDES SUPERIEURES DE COMPTABILITE ET GESTION FINANCIERE

## (DESCOGEF)

## SESSION 2019

## EPREUVE DE COMPTABILITE FINANCIERE APPROFONDIE ET COMPTABILITE DES SOCIETES

**DUREE : 4 heures**

***EPREUVE DE COMPTABILITE FINANCIERE APPROFONDIE ET COMPTABILITE DES SOCIETES***

*Cette épreuve comporte quatre dossiers indépendants.*

**DOSSIER 1 : NORMALISATION COMPTABLE INTERNATIONALE IFRS**

**DOSSIER 2 : OPERATIONS ET PROBLEMES COMPTABLES SPECIFIQUES**

**DOSSIER 3 : COMPTABILITE DES SOCIETES COMMERCIALES**

**SOMMAIRE ANALYTIQUE**

| DOSSIERS | CONTENU | DUREE | BAREME |
|---|---|---|---|
| DOSSIER 1 | **Normes IFRS versus SYSCOHADA**<br>▪ Comparaison IAS 16 Immobilisations corporelles (paiement à terme) et SYSCOHADA<br>▪ Comparaison IAS 40 Immeuble de placement et SYSCOHADA | 1h | 15 points |
| DOSSIER 2 | **Opérations et problèmes comptables spécifiques**<br>• Provisions pour primes de fidélité<br>• Créances douteuses libellées en devises<br>• Changement de méthode comptable<br>• Affacturage | 2h | 30 points |
| DOSSIER 3 | **Comptabilité des sociétés commerciales**<br>• Comptes courants des associés- traitement des intérêts<br>• Réduction et amortissement du capital | 1h | 15 points |
| | **TOTAL** | **4 H** | **60 points** |

**NB :**

**Document autorisé :** liste des comptes du SYSCOHADA révisé, à l'exclusion de toute autre information.

**Matériel autorisé :** une calculatrice de poche à fonctionnement autonome.

**Avis important :** Il vous est demandé d'apporter un soin particulier à la présentation de votre copie. Toute information calculée devra être justifiée. Les écritures comptables devront comporter une date, les numéros et les noms des comptes et un libellé.

**DOSSIER 1 : Normalisation comptable internationale IFRS**

**CAS N° 1 :** ***Comparaison IAS 16 Immobilisations corporelles (paiement à terme) et SYSCOHADA (7,5 points)***

La société **TERMAS** a acquis une machine à outil le 02/01/N et financée comme suit :

- 50 000 KF au comptant par chèque bancaire ;
- 55 000 KF à terme (1 an) ;
- 60 500 KF à terme (2 an) ;

Le taux d'actualisation retenu est de 12% par an.

**Mission :**

1- Pour quel montant apparaîtra la machine dans l'actif brut du bilan selon IAS 16 en N ?

2- Passer les écritures nécessaires au 02/01/N, N+1 et N+2 selon la norme IAS 16.

3- Calculer le coût d'acquisition de l'immobilisation selon le SYSCOHADA et passer les écritures nécessaires au 02/01/N, N+1 et N+2.

**CAS N° 2 :** ***Comparaison IAS 40 Immeuble de placement et SYSCOHADA (7,5 points)***

Un bâtiment commercial est détenu par la société **PLACEMENTAS** pour en retirer des loyers. Le coût d'acquisition de ce bâtiment s'élève à 95 000 KF le 1er avril N. Les frais de notaire, droit d'enregistrement et frais d'acte s'élèvent globalement à 5 000 KF. Le coût d'acquisition du bâtiment a été réglé par virement bancaire le 05/04/N. La durée d'utilité du bâtiment est de 25 ans. La société **PLACEMENTAS** décide d'évaluer postérieurement à la comptabilisation initiale, tous ses immeubles de placement selon le modèle de la juste valeur. Sa juste valeur est évaluée ainsi:

- 31/12/N 108 000 KF
- 31/12/N+1 120 000 KF
- 31/12/N+2 90 000 KF

**Mission :**

1- Passer l'écriture relative à l'acquisition du bâtiment et celles liées à la clôture des exercices N, N+1 et N+2 selon la norme IAS 40 (en KF).

2- Passer l'écriture relative à l'acquisition du bâtiment et celles liées à la clôture de l'exercice N selon le SYSCOHADA. (en KF)

## DOSSIER 2 : OPERATIONS ET PROBLEMES COMPTABLES SPECIFIQUES

### CAS N° 3 : *Provisions pour primes de fidélité (7,5 points)*

La société EMELRAS commercialise des produits électroménagers pour le grand public sur internet.

La société EMELRAS a mis en place pour ses clients un système de points « fidélité » leur accordant des points à chaque achat effectué dans ses magasins ou en ligne.

Le système de points « fidélité » de société DINAS fonctionne de la façon suivante :

« Lorsque le total de 200 points est atteint dans un délai de 12 mois, le clients reçoit un bon de réduction d'une valeur de 10 000 valable deux ans.

Le suivi statistique des points fidélité fournit les informations suivantes :

- Nombre de points alloués au cours de l'exercice N : 500 000 ;
- Pourcentage et valeur des droits transformés en chèques réduction : 85%
- Pourcentage et valeur des chèques réductions effectivement présentés : 95%

**Mission** :

1- Evaluer la provision pour points « fidélité » à constituer au 31/12/N.

2- Effectuer les enregistrements comptables nécessaires au 31/12/N sachant que la provision au 31/12/N-1 s'élevait à 12 000 000.

### CAS N° 4 : *Créances douteuses libellées en devises (7,5 points)*

La société SUZAS a vendu des marchandises le 01/03/N 75 000 $ à un client US. Au 31/12/N, la perte probable de la créance est estimée à 30%.

- Au 01/03/N : 1 $ = 500 F
- Au 31/12/N : 1 $ = 475 F

**Mission** :

Comptabiliser les écritures nécessaires au titre de l'exercice N.

### CAS N° 5 : Changement *de méthode comptable (7,5 points)*

La société IMELDAS vient de prendre courant N le contrôle de la société JULIAS. Afin d'être homogène avec les méthodes d'évaluation du groupe, la société JULIAS qui évaluait ses stocks de marchandises selon la méthode (FIFO) va passer à la méthode du coût moyen pondéré (CMP).

Les informations relatives à l'évaluation des stocks au titre de l'exercice N-1 sont les suivantes :

| Evaluation | 31/12/N-1 |
|---|---|
| Stocks de marchandises évalués selon la méthode FIFO | 50 000 000 |
| Stocks de marchandises évalués selon la méthode CMP<br>• Hypothèse 1 :<br>• Hypothèse 2 : | 56 000 000<br>45 000 000 |

Le taux de l'impôt sur les bénéfices est de 25%.

L'impact du changement de méthode est jugé significatif par la direction de l'entité.

Mission :

Passer les écritures liées au changement de méthode comptable selon les deux hypothèses en sachant que selon la législation fiscale nationale, l'augmentation des capitaux propres doit faire l'objet d'une réintégration extra-comptable.

## CAS N° 6 : *Affacturage (7,5points)*

La société MADINAS a conclu une convention d'affacturage avec la société MINEAUDAS. Aux termes de ce contrat, la société MADINAS confie à la société d'affacturage MINEAUDAS le soin de recouvrer ses créances clients. MINEAUDAS prend à sa charge les risques d'impayés. La société d'affacturage est rémunérée par une commission de 1,5% du montant net des factures encaissées et par un intérêt de 15% l'an sur les sommes avancées avant l'échéance. Le taux de la taxe sur opérations bancaires est de 10%. Le 08/05/N, la société MADINAS transmet à MINEAUDAS des factures pour un montant total de 10 000 000 à échéance 31 Mai. L'avis de crédit est reçu le 10/05/N.

Mission :

Enregistrer cette opération au journal de la société MADINAS.

## DOSSIER 3 : COMPTABILITE DES SOCIETES COMMERCIALES

### CAS N° 7 : *Comptes courants des associés- Traitement des intérêts (7,5 points)*

La société anonyme **COTITAS**, constituée au capital de 5 000 actions de 10 000 de valeur nominale, a un exercice comptable qui coïncide avec l'année civile. Deux actionnaires, M. ROGAS, et Mme PAULAS ont fait des prêts à la société sous forme de dépôts en compte courant. Pour l'année N, le détail des sommes déposées est le suivant :

**Avances de M ROGAS :**

- du 1er janvier au 31 mai..... 15 000 000
- du 1er juin au 30 septembre..... 33 000 000
- du 1er octobre au 31 décembre ..... 51 000 000

**Avances Mme PAULAS :**

- du 1er janvier au 30 mars ..... 30 000 000

Mme PAULAS est un nouvel actionnaire qui a libéré que la moitié de son apport à la date de clôture de l'exercice N.

La société rémunère les avances en compte courant au taux de 6% l'an. Les intérêts annuels sont inscrits en compte courant à la clôture de l'exercice. La date d'arrêté des comptes est le 31 mars N+1.

Mission :

Déterminer le montant des intérêts dus aux deux actionnaires par la société COTITAS au titre de l'exercice N et passer l'écriture correspondante.

### CAS N° 8 : Réduction et amortissement du capital (7,5 *points)*

La société GEORGAS, société anonyme au capital de 25 000 000 (actions de 25 000), avait été créée en N-15. Au 30 juin N, après affectation de la perte de l'exercice N-1, la rubrique « Capitaux propres » de la société se présentait comme suit :

- Capital social 25 000 000
- Réserve légale 2 500 000
- Réserves diverses 24 000 000
- Perte nette à reporter - 5 000 000
- Provisions réglementées 3 000 000

Devant la baisse d'activité de l'entreprise, et compte tenu du niveau de la trésorerie, les dirigeants de la société décident :

- de ramener le capital à hauteur de 12 500 000, en y imputant les pertes nettes à reporter et en effectuant un remboursement anticipé des actions pour le surplus (le nominal des actions étant ramené à 12 500).
- d'amortir le capital de 12 500 000 d'un montant de 10 000 000 en effectuant une imputation sur les réserves diverses.
- règlement par virement bancaire du capital à rembourser.

Mission :

Présenter les écritures relatives à ces opérations dans les livres de la société GEORGAS.

UEMOA

# EXAMENS DU DIPLOME D'ETUDES SUPERIEURES DE COMPTABILITE ET GESTION FINANCIERE
# (DESCOGEF)
# SESSION 2019

## EPREUVE DE COMPTABILITE DES GROUPES

**DUREE : 2 heures**

L'épreuve comporte deux parties à traiter obligatoirement.

## PREMIEME PARTIE

Vous êtes l'un des chefs de mission de l'équipe de Monsieur N'GOUAN Aka Patrice expert-comptable diplômé inscrit à l'ordre des experts comptables de Côte d'Ivoire depuis plus de 20 ans Monsieur N'GOUAN Aka est membre d'un réseau international d'audit qui compte parmi ses clients un important groupe du secteur du cacao : Le groupe CHOCOAFRIK dont le siège est basé en Suisse. Il est composé de sociétés de production et de vente de cacao et du sucre d'une part et d'autres parts d'usines de transformation de cacao sous forme de poudre de cacao, de barres de chocolat et divers produits de consommation courante distribués en grande partie dans les pays africains

Les sociétés suivantes font partie du groupe :

| | |
|---|---|
| CHOCOAFRIK-TOGO | 40% |
| CHOCOAFRIK-BURKINA | 38% |
| CHOCOAFRIK-NIGER | 45% |
| CHOCOAFRIK-MALI | 40% |
| CHOCOAFRIK-SENEGAL | 50% |

CHOCOAFRIK-CI en Côte d'Ivoire détenu à 65% qui elle-même détient des actions dans les sociétés ci-après :

- **TOGOCHOCO** au Togo 55%,
- **SENECHOCO** au Sénégal 50%,
- **BISSAUCHOCO** en Guinée Bissau 25%
- **BENINCHOCO** au BENIN 34% détenu conjointement avec un groupe Européen et un groupe de l'Afrique de l'Est.

Il vous est demandé de préparer les réponses aux questions suivantes à examiner lors d'une séance de travail du réseau :

1- Comment se présente l'organigramme du groupe ?
2- Suivant les dispositions du SYSCOHADA révisé le groupe a-t-il l'obligation d'établir les comptes consolidés ?
3- Quel est le périmètre de consolidation ?
4- Le pourcentage de contrôle, le pourcentage d'intérêt et la méthode de consolidation à indiquer pour chaque entreprise du périmètre dans un tableau à plusieurs colonnes.

## DEUXIEME PARTIE

1- Suivant les dispositions du SYSCOHADA révisé déterminez le périmètre de combinaison ?
2- Quels sont les critères d'établissement des comptes combinés définis par le SYSCOHADA révisé ?
3- Faites les retraitements et éliminations nécessaires pour l'élaboration des comptes combinés en tenant compte des informations complémentaires figurant en annexe 1.
4- En utilisant le tableau figurant en annexe 2 présentez le bilan combiné en francs CFA du groupe au 31 Décembre 2017 sachant que le groupe a délégué à la société CHOCOAFRIK-TOGO l'exécution et la responsabilité de l'élaboration des comptes combinés.

Les chiffres peuvent être arrondis à l'unité proche.

**ANNEXE 1**

## DONNEES COMPLEMENTAIRES

| SOCIETE | IMPÔTS DIFFERES |
|---|---|
| CHOCOAFRIK-TOGO | 223 851 |
| CHOCOAFRIK-BURKINA | 453 659 |
| CHOCOAFRIK-SENEGAL | 141 013 |
| CHOCOAFRIK-MALI | 101 256 |
| CHOCOAFRIK-NIGER | 127 501 |

## Bilans des sociétés au 31 Décembre 2017 en francs CFA

| ACTIF | CHOCOAFRIK-TOGO | CHOCOAFRIK-BURKINA | CHOCOAFRIK-SENEGAL | CHOCOAFRIK-MALI | CHOCOAFRIK-NIGER |
|---|---|---|---|---|---|
| **ACTIF IMMOBILISE** | | | | | |
| Immobilisations Incorporelles | 1 741 840 | 2 866 667 | 737 667 | 2 340 000 | 3 171 355 |
| Amortissements | 1 689 582 | 2 590 667 | 737 667 | 2 170 667 | 2 977 404 |
| ***Montant Net*** | ***52 258*** | ***276 000*** | - | ***169 333*** | ***193 951*** |
| **Immobilisations Corporelles** | | | | | |
| Terrains | - | 833 333 | 855 727 | | 1 666 667 |
| Amortissements | - | | | - | |
| ***Montant Net*** | ***0*** | ***833 333*** | ***855 727*** | | ***1 666 667*** |
| Bâtiments | - | 8 700 000 | 5 733 333 | 7 333 333 | 6 959 363 |
| Amortissements | - | 2 502 733 | 1 651 200 | 2 112 000 | 1 997 698 |
| ***Montant Net*** | ***0*** | ***6 197 267*** | ***4 082 133*** | ***5 221 333*** | ***4 961 665*** |
| Agencements Installations | 3 908 911 | 4 093 333 | 3 221 000 | 6 601 158 | 10 866 667 |
| Amortissements | 1 795 313 | 2 741 718 | 2 154 849 | 4 416 175 | 7 286 369 |
| ***Montant Net*** | ***2 113 598*** | ***1 351 615*** | ***1 066 151*** | ***2 184 983*** | ***3 580 298*** |
| Matériel | 5 504 667 | 9 600 000 | 10 933 333 | 10 333 333 | 9 813 013 |
| Amortissements | 3 642 199 | 6 585 600 | 7 500 267 | 7 088 667 | 6 963 057 |
| ***Montant Net*** | ***1 862 468*** | ***3 014 400*** | ***3 433 067*** | ***3 244 667*** | ***2 849 956*** |
| Matériel de transport | 3 359 615 | 4 094 767 | 4 542 333 | 4 673 333 | 5 735 432 |
| Amortissements | 1 947 325 | 2 784 441 | 3 088 787 | 3 177 867 | 3 958 081 |
| ***Montant Net*** | ***1 412 290*** | ***1 310 325*** | ***1 453 547*** | ***1 495 467*** | ***1 777 351*** |
| Avances/acomptes versés sur Immo | | 515 070 | | | |
| Titre de participation | 4 072 732 | 6 691 567 | 5 000 000 | 5 666 667 | 7 541 379 |
| Autres Immobilisation fin. | 169 169 | - | 271 308 | - | - |
| ***Montant Net*** | ***4 241 901*** | ***7 206 637*** | ***5 271 308*** | ***5 666 667*** | ***7 541 379*** |
| Total actif immobilisé | 18 756 933 | 37 394 737 | 31 294 702 | 36 947 825 | 45 753 876 |
| Amortissements/ Pro | 9 074 418 | 17 205 160 | 15 132 769 | 18 965 375 | 23 182 609 |
| ***Montant Net*** | **9 682 515** | **20 189 577** | **16 161 933** | **17 982 450** | **22 571 267** |

| ACTIF | CHOCOAFRIK-TOGO | CHOCOAFRIK-BURKINA | CHOCOAFRIK-SENEGAL | CHOCOAFRIK-MALI | CHOCOAFRIK-NIGER |
|---|---|---|---|---|---|
| **ACTIF CIRCULANT H.A.O** | | | | | |
| **Stocks (brut)** | 58 834 370 | 213 039 | 64 866 667 | 60 666 667 | 91 573 372 |
| Provisions / Amortissements | - | 68 333 333 | - | - | - |
| ***Montant Net*** | ***58 834 370*** | ***68 546 372*** | ***64 866 667*** | ***60 666 667*** | ***91 573 372*** |
| **Créances et emplois assimilés** | | | | | |
| Fournisseurs avances versées (brut) | 1 047 854 | 2 500 000 | 2 673 333 | 2 333 333 | 2 683 464 |
| Amortissements / Provisions | 263 819 | 410 000 | 438 427 | 382 667 | 441 279 |
| ***Montant Net*** | ***784 035*** | ***2 090 000*** | ***2 234 907*** | ***1 950 667*** | ***2 242 185*** |
| Clients (brut) | 36 755 869 | 36 833 333 | 40 000 000 | 36 566 667 | 45 518 339 |
| Amortissements / Provisions | 5 868 825 | 5 933 333 | 6 500 000 | 2 933 333 | 10 935 572 |
| ***Montant Net*** | ***30 887 044*** | ***30 900 000*** | ***33 500 000*** | ***33 633 333*** | ***34 582 767*** |
| Autres créances (brut) | 13 186 647 | 12 500 000 | 12 223 333 | 12 666 667 | 13 513 306 |
| Amortissements / Provisions | 27 057 | 40 000 | 46 000 | 30 600 | 37 027 |
| ***Montant Net*** | ***13 159 590*** | ***12 460 000*** | ***12 177 333*** | ***12 636 067*** | ***13 476 279*** |
| Total Actif Circulant | 109 824 740 | 120 379 706 | 119 763 333 | 112 233 333 | 153 288 481 |
| Amortissement / Provisions | 6 159 701 | 6 383 333 | 6 984 427 | 3 346 600 | 11 413 878 |
| **Montant Net** | **103 665 039** | **113 996 372** | **112 778 907** | **108 886 733** | **141 874 603** |
| **Trésorerie Active** | | | | | |
| Titre de placement | | | | | |
| Banque, CCP, Caisse | 440 474 | 1 753 333 | 1 108 438<br>1 630 667 | 1 809 333 | 2 538 196 |
| Total Trésorerie Active | *440 474* | *1 753 333* | *2 739 104* | *1 809 333* | *2 538 196* |
| **Montant Net** | ***440 474*** | ***1 753 333*** | ***2 739 104*** | ***1 809 333*** | ***2 538 196*** |
| **TOTAL GENERAL MONTANT BRUT** | **129 022 148** | **159 527 776** | **153 797 139** | **150 990 491** | **201 580 553** |
| **AMORTISSEMENTS / PROVISIONS** | **15 234 119** | **23 588 493** | **22 117 196** | **22 311 975** | **34 596 487** |
| **MONTANT NET** | **113 788 029** | **135 939 283** | **131 679 944** | **128 678 517** | **166 984 066** |

R:5608

| PASSIF | CHOCOAFRIK-TOGO 69 | CHOCOAFRIK-BURKINA 59 | CHOCOAFRIK-SENEGAL 50 | CHOCOAFRIK-MALI 40 | CHOCOAFRIK-NIGER 45 |
|---|---|---|---|---|---|
| Capital | 18 333 333 | 18 333 333 | 19 250 000 | 19 250 000 | 20 000 000 |
| Réserves diverses | 8 083 507 | 13 965 333 | 13 222 257 | 17 540 000 | 26 868 844 |
| Résultat | 5 831 879 | 11 377 612 | 5 885 023 | 7 977 619 | -154 412 |
| **Capitaux Propres** | ***32 248 719*** | ***43 676 279*** | ***38 357 280*** | ***44 767 619*** | ***46 714 432*** |
| Emprunts | 0 | 4 670 445 | 2 940 000 | 4 866 667 | 14 868 983 |
| Dettes de crédit bail et contrats assimilés | 0 | 0 | 1 869 225 | 0 | 0 |
| Provisions pour risques et charges | 454 184 | 956 002 | 1 142 333 | 547 621 | 1 385 364 |
| **Dettes financières et Ressources assimilées** | **454 184** | **5 626 447** | **5 951 559** | **5 414 287** | **16 254 347** |
| **TOTAL RESSOURCES STABLES** | **32 702 903** | **49 302 726** | **44 308 838** | **50 181 907** | **62 968 779** |
| Client avances reçues | 2 350 685 | 5 693 333 | 3 620 235 | 6 609 867 | 8 868 066 |
| Fournisseurs d'exploitation | 66 118 791 | 54 209 333 | 59 674 204 | 42 790 333 | 58 644 426 |
| Dettes fiscales | 5 746 903 | 5 333 333 | 5 673 333 | 6 209 587 | 6 669 031 |
| Dettes sociales | 78 299 | 406 667 | 822 667 | 1 376 824 | 226 667 |
| Autres dettes | 1 072 524 | 1 760 557 | 1 574 000 | 790 000 | 3 464 641 |
| ***Total passif circulant*** | **75 367 202** | **67 403 224** | **71 364 439** | **57 776 610** | **77 872 830** |
| Trésorerie Passif | | | | | |
| Banque crédit de trésorerie | | 14 166 667 | 10 333 333 | 14 166 667 | 18 000 000 |
| Banques découvert | 5 717 925 | 5 066 667 | 5 673 333 | 6 553 333 | 8 142 457 |
| ***Total Trésorerie Passif*** | ***5 717 925*** | ***19 233 333*** | ***16 006 667*** | ***20 720 000*** | ***26 142 457*** |
| **TOTAL PASSIF** | **113 788 030** | **135 939 283** | **131 679 944** | **128 678 517** | **166 984 066** |

UEMOA

# EXAMENS DU DIPLOME D'ETUDES SUPERIEURES DE COMPTABILITE ET GESTION FINANCIERE

## (DESCOGEF)

## SESSION 2019

## EPREUVE D'AUDIT

**DUREE : 2 heures**

DIFFA est une société anonyme au capital social de 1 600 000 000 F CFA détenu à 97% par CLESTON Co LTD, société de droit mauricien.

La société a un chiffre d'affaires d'environ 12 milliards de F.CFA et un effectif moyen de 42 personnes. La société a des systèmes de gestion relativement simples. Le système d'information repose essentiellement sur les logiciels SAARI paie, Compta et GESCOM.

Appartenant à un Groupe International intégré, DIFFA est tenue d'effectuer un reporting tous les mois ; ses comptes font l'objet d'une consolidation tous les semestres.

Les états financiers sont établis sur la base des coûts historiques et présentés selon les prescriptions du Système Comptable OHADA.

Votre mission de commissariat aux comptes sera réalisée conformément au Règlement n° 01/CM/2017 portant harmonisation des pratiques des professionnels de la comptabilité et de l'audit dans les pays membres de l'OHADA et comportera les travaux suivants :

- ✓ Une prise de connaissance et des analyses de la phase de cadrage essentiellement réalisées par entretiens avec les principaux responsables et examen de la documentation existante. Cette prise de connaissance centrée sur l'activité, les faits marquants de la période, l'environnement juridique et réglementaire de DIFFA, les notes de service, l'organisation, les procédures et les flux d'information, l'environnement informatique, l'environnement de contrôle interne et les orientations stratégiques du management et les mécanismes globaux de contrôle mis en place a été complétée par une revue analytique approfondie des chiffres contenus dans les états financiers de DIFFA en vue d'obtenir une bonne compréhension des rubriques des états financiers.
- ✓ Une analyse du risque de fraude
- ✓ Une analyse du contrôle interne ;
- ✓ Une assistance à l'inventaire physique ;
- ✓ Une circularisation des tiers ;
- ✓ L'utilisation des travaux des experts et des spécialistes ;
- ✓ Un contrôle des comptes au moyen des techniques habituelles (revue analytique des principaux postes de produits et de charges, examen des pièces probantes, contrôles arithmétiques et de vraisemblance).

De manière spécifique, votre approche sera axée sur la validation exhaustive des opérations d'achat et de vente pour l'exercice 2018. Pour ce faire, vous procéderez aux travaux suivants sur la base du bilan matière :

- ✓ Appréciation de la cohérence du bilan matière butane : achats, production, ventes, stocks ;
- ✓ Validation exhaustive des achats par pointage avec les factures et bons de livraison de l'unique fournisseur de matières ;
- ✓ Validation exhaustive des ventes par réconciliation avec les données de l'application Sage Commercial et contrôle de l'application stricte de la structure de prix ;

- ✓ Appréciation du caractère raisonnable des pertes de production (inférieures à 0,5%) ;
- ✓ Validation des stocks du bilan par réconciliation avec la situation comptable et les données de votre assistance à l'inventaire physique ;

Le Cabinet dans lequel vous effectuez votre stage a été nommé commissaire aux comptes de la société DIFFA, en application des dispositions de l'OHADA. La mission de commissariat aux comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2018 s'inscrit donc dans le cadre de la réalisation de ce mandat.

La répartition des rôles et des responsabilités de chaque membre de l'équipe nécessite d'abord que chaque membre comprenne les diligences à mettre en œuvre. Dans ce cadre, il vous est demandé de répondre aux questions ci-dessous.

## 1ère partie: Questions

**Question 1 : (1,5 point)**

Définir l'objet, le domaine d'harmonisation, les normes professionnelles et la date d'entrée en vigueur du Règlement n° 01/CM/2017 portant harmonisation des pratiques des professionnels de la comptabilité et de l'audit dans les pays membres de l'OHADA

**Question 2 : (1 point)**

La réunion d'approche entre les membres d'une équipe d'audit est-elle obligatoire ? si oui pourquoi ? avec qui ?

**Question 3 : (1 point)**

L'utilisation des outils de sondage est-elle obligatoire en audit ?

**Question 4 : (1 point)**

Quand faut-il faire des travaux substantifs en audit ?

**Question 5 : (1 point)**

L'auditeur peut s'appuyer sur des contrôles mis en place par l'entité auditée si ces contrôles ne sont pas décrits dans un manuel de procédures notamment dans les entités de petite taille ?

**Question 6 : (1 point)**

La norme ISA 220 qui complète la norme ISQC a défini la notion d'esprit critique pour améliorer la qualité des audits. Que veut dire exercer son esprit critique ?

**Question 7 : (1 point)**

Comment effectuer la revue critique des travaux de l'expert (ISA 620) ?

**Question 8 : (1 point)**

Quels sont les points d'attention dans le cadre de l'audit d'une société dans un contexte économique difficile ?

**Question 9 : (1,5 points)**

Quels sont les objectifs et la force probante de la lettre d'affirmation ?

**Question 10 : (1,5 points)**

Que doit-on faire lorsque la direction refuse de nous fournir tout ou partie de la lettre d'affirmation ?

**Question 11 : (1point)**

Comment s'appuyer sur les travaux des auditeurs IT intervenant dans le contexte de l'audit financier ?

## 2ème partie : Cas pratiques

### 2.1. Confirmations externes ou circularisation (3,5 points)

La Norme ISA 500 précise que la fiabilité des éléments probants est fonction de leur source et de leur nature, et dépend des circonstances individuelles de leur obtention. Elle précise également les caractéristiques générales applicables aux éléments probants :

- Un élément probant est plus fiable lorsqu'il est recueilli à partir d'une source externe indépendante de l'entité ;
- Un élément probant recueilli directement par l'auditeur est plus fiable qu'un élément probant recueilli indirectement ou par déduction ;
- Un élément probant est plus fiable lorsqu'il existe sous une forme matérielle, soit un support papier ou sous forme électronique ou autre.

En conséquence, en fonction des circonstances de l'audit, les éléments probants provenant de confirmations de tiers reçues directement par l'auditeur peuvent être plus fiables que les éléments générés en interne par l'entité.

**Questions**

- Est-il obligatoire de faire des confirmations externes ? **(0,5 point)**
- Comment sélectionner les tiers à confirmer ? **(0,5 point)**
- Quels sont les critères de sélection ? **(0,5 point)**
- Que faire confirmer ? **(0,5 point)**
- Quelle est la forme des confirmations ? **(0,5 point)**
- Est-ce que l'entité auditée peut envoyer elle-même les lettres de confirmation? **(0,5 point)**
- Que faire si nous n'obtenons pas de réponses aux confirmations ? **(0,5 point)**

### 2..2. Diligences du commissaire aux comptes au titre de la première application du SYSOHADA révisé (4 points)

Conformément à l'acte uniforme OHADA sur le droit comptable et l'information financière (OHADA Révisé) adopté le 26 janvier 2017 à Brazzaville (Congo) et publié au journal officiel de l'OHADA le 15 février 2017, les sociétés commerciales et les autres entités astreintes à l'établissement d'états financiers devront préparer à

compter du 1er janvier 2018 leurs états financiers selon les dispositions dudit acte.

Les normes ISA applicables au plan international transposées par le Règlement n° 01/2017/CM/OHADA du 09 juin 2017 portant harmonisation des pratiques des professionnels de la comptabilité et de l'audit dans les Etats membres de l'OHADA définissent les diligences qu'il appartient au Commissaire aux comptes de mettre en œuvre dans l'exécution de leur mission au titre de l'exercice de changement de référentiel comptable (changement de méthodes comptables).

Il vous est demandé de résumer les diligences à mettre en œuvre dans le contexte du passage à la l'Acte Uniforme OHADA sur le droit comptable et l'information financière (ici appelé « OHADA révisé », et de préciser l'incidence sur leurs rapports des constats faits dans ce cadre.

UEMOA

**EXAMENS DU DIPLOME D'ETUDES SUPERIEURES DE COMPTABILITE ET GESTION FINANCIERE**

**(DESCOGEF)**

**SESSION 2019**

# EPREUVE DE MANAGEMENT

**DUREE : 2 heures**

Le sujet comprend des quatre questions de cours et un cas

I. **QUESTIONS DE COURS** : (2 points par question de cours, soit 8 points).

1- Présenter et discuter les différents types de diversification.

2- Evaluer la stratégie d'intégration.

3- La chaîne de valeur est classée parmi quels outils de diagnostic en stratégie ? Qu'est-ce qui caractérise ce type de diagnostic ? Présentez l'analyse par la chaîne des valeurs.

4- Décrire les différents types de configurations organisationnelles selon Mintzberg.

II. **CAS : Le Commerce électronique garde un fort potentiel** (12 points)

« Le potentiel du commerce électronique est bien plus important en Afrique que dans n'importe quelle autre région du monde, simplement parce qu'il n'y a pas d'autres choix » explique le co-directeur général de Jumia, Jérémy Hodara. Si vous vivez aux Etats-Unis, vous n'avez pas besoin d'Amazon ; vous pouvez aller dans les magasins. En Afrique, on n'aura jamais la même densité de commerces qu'aux Etats-Unis. Nous aurons de plus en plus de commerces en Afrique, mais ils ne constitueront pas le principal point d'accès aux produits. »

Pour assurer sa place sur le marché du digital, Jumia a développé ses gammes de produits et services en ligne. En 2012, 50.000 produits étaient disponibles ; aujourd'hui, on en compte plus de 5 millions. D'après Jérémy Hodara, cet essor est lié à une stratégie agressive visant à accroître le nombre de fournisseurs- qu'ils soient locaux ou internationaux. Jumia vend les produits directement et relie les vendeurs aux clients.

**De nombreux défis à relever**

Parmi les grandes marques qui font du commerce avec Jumia, figurent Pernos Ricard et Carrefour, par le biais de sa franchise au Kenya. Les deux sociétés comptent utiliser Jumia pour accroître la visibilité et les ventes des produits distribués. D'autres marques internationales commencent à s'appuyer sur la vente en ligne pour surmonter les obstacles liés à la distribution des produits en Afrique.

Être en mesure de fournir une vaste gamme de produits est l'une des difficultés auxquelles les plateformes d'e-commerce sont confrontées. La livraison pose également des problèmes logistiques, lesquels sont exacerbées en Afrique.

Le service Express de Jumia propose la livraison en un jour de produits entreposés localement, dans quelques grandes villes et, en deux ou quatre jours, dans d'autres villes. « Si vous vivez un peu plus loin, la livraison peut prendre entre cinq et sept jours mais, en général, les délais de livraison sont similaires à ceux que l'on trouve aux Etats-Unis ou en Europe », affirme Jérémy Hodara. Ce n'est pas un mince exploit. Pour offrir de tels délais de livraison, la société a lourdement investi dans son réseau de distribution, préférant créer son parc de véhicules plutôt que de compter sur les structures sur place. Jumia affirme disposer de plus de camions que la société de livraison internationale DHL.

Les infrastructures numériques présentent également des problèmes. En 2017, la société a traité plus de 8 millions de commandes et reçu plus de 550 millions de visites



BE

sur ses sites. Pour faire face à ce trafic très important, les serveurs de Jumia sont basés au Portugal, à Porto, où plus de 200 informaticiens gèrent l'infrastructure en ligne et mettent en œuvre les innovations technologiques.

Hodara explique que l'un des problèmes majeurs à surmonter sur le plan technologique est l'irrégularité du trafic sur les sites Web. Le jour du Black Friday, par exemple, le nombre de visiteurs a explosé au Kénya et au Nigéria.

« Les fréquentations varient considérablement d'un moment à l'autre, lors du Black Friday par exemple, la hausse du trafic est phénoménale mais je préfère avoir ce problème que le contraire ! Nous sommes là pour résoudre ce type de difficultés » tempère Jérémy Hodara.

**Système de paiement**

Jumia doit constamment innover pour s'adapter à ses clients. La société est le leader du commerce en ligne en Afrique mais elle est concurrencée par des entreprises locales et régionales. Il est essentiel que la plateforme propose des systèmes de paiement adaptés à ses clients. Depuis quelques années, des méthodes de paiement novatrices ont émergé, proposées par des start-ups, des opérateurs de télécoms ou des banques commerciales. Les paiements en ligne par carte bancaire sont rares, les Africains leur préférant les modes de paiement mobiles comme M-Pesa.

En 2016, Jumia a lancé sa propre plateforme de paiement, Jumia Pay, qui a remplacé les paiements utilisant les plateformes tierces ou les paiements en espèce à la livraison. « Les méthodes de paiement utilisées par nos clients varient beaucoup d'un pays à l'autre » souligne son dirigeant. « Jumia Pay présente un grand avantage : on peut se connecter à l'écosystème Jumia avec n'importe quelle méthode de paiement ».

Jérémy Hodara aurait-il les mêmes ambitions internationales que Jeff Bezos ou Jack Ma ? Malgré son expansion, Jérémy Hodara assure que, pour le moment, la société se concentre sur ses marchés actuels et affine son modèle commercial. Les entrepôts et les camions de livraison nécessitent des investissements très importants et Jumia avancera pas à pas tant qu'elle n'aura pas atteint le seuil de rentabilité.

« Nous sommes satisfaits de notre modèle dans 14 pays » révèle-t-il. Nous devons à présent proposer davantage de produits et à un meilleur coût, nous implanter dans plus de villes, et raccourcir les délais de livraison plutôt que de nous installer dans 15 pays » souligne le jeune patron.

**Un modèle économique à peaufiner**

Avec le modèle économique actuel de Jumia, le nombre de pays où Jumia peut s'implanter pourrait bientôt atteindre sa limite. Bien que l'on ne doive pas négliger l'ampleur de la révolution Internet en Afrique, la pénétration varie considérablement d'un pays à l'autre. Pour qu'une plateforme d'e-commerce comme Jumia soit viable, le nombre d'internautes doit être suffisamment élevé. Même si au Nigéria, le nombre de personnes en ligne est supérieur au nombre de français, cela n'est pas la norme en Afrique. « Nos coûts sont très élevés ; il faut une vaste population pour absorber ces coûts » commente-t-il.

« Il est très important d'évaluer le nombre d'internautes ; nous nous implantons uniquement dans les pays où ce nombre représente 80% de la population totale. » Autre facteur qui pourrait affecter la croissance de Jumia : les Africains vont-ils utiliser les plateformes d'e-commerce pour y faire régulièrement des achats ou simplement des achats occasionnels, comme c'est le cas aujourd'hui ? Les centres commerciaux se développent rapidement en Afrique et la vente en ligne ne prospèrera que si les achats via smartphone progressent.

« Je pense que beaucoup font déjà des achats occasionnels en ligne mais les gens n'utilisent pas encore leur mobile pour tous leurs achats », reconnaît Jérémy Hodara.

Malgré tout, l'Afrique, avec sa vaste population et sa forte pénétration internet, est mûre pour le commerce en ligne. Au vu de ce qu'a accompli la société en six ans, Jumia semble très bien placé pour s'imposer comme le leader de ce marché.

**Tom Collins, African Business, Edition française, N 62, Mars 2019.**

**QUESTIONS:**

1- Caractériser, brièvement, l'activité de Jumia: justification, enjeux stratégique, financier et modèle économique (2 points)

2- Quelle est la stratégie de croissance, en vous basant sur le mode de financement de ces investissements, choisie par Jumia ? Donnez des éléments du texte qui justifient votre réponse. Quels sont les avantages et les inconvénients d'une telle stratégie ? (3 points)

3- Quelle est la stratégie de développement adoptée par Jumia ?
Justifiez votre réponse par des extraits du texte.
Dites quelles sont les avantages et les inconvénients de cette stratégie (4 points).

4- Jumia n'aurait pas encore les mêmes ambitions internationales qu'Amazon ou Ali Baba. En supposant que son expansion se poursuive, elle sera certainement contrainte à recourir à des accords de coopération interentreprises. Dans un tel schéma quelle option stratégique devrait-elle utiliser pour résister aux groupes ? Donnez-en les caractéristiques, les raisons et les conditions de sa réussite. (3 points).

UEMOA

# EXAMENS DU DIPLOME D'ETUDES SUPERIEURES DE COMPTABILITE ET GESTION FINANCIERE

## (DESCOGEF)

## SESSION 2019

## EPREUVE DE CONTROLE DE GESTION

**DUREE : 2 heures**

Le sujet comporte deux dossiers.

## Dossier 1

Optical Tech est une entreprise qui fabrique des jantes en tôle (modèle JT) et des jantes en aluminium (modèle JA).

La société a composé avec une conjoncture difficile durant l'année N. L'équipe de direction se prépare à l'éventualité d'une baisse du niveau d'activité de la société pour l'année à venir (année N+1). Cette baisse d'activité risque d'affecter tous les services intervenant dans la chaîne de production et/ou de commercialisation.

Le directeur général vous confie un dossier constitué de deux (02) parties indépendantes et d'une annexe. En retour, vous devez apporter des réponses précises à chaque question posée.

L'annexe jointe au dossier fournit les données utiles pour traiter les deux parties

### Partie 1. Contrôle de l'influence de l'activité sur les coûts et le résultat (6 points)

1) Il est prévu, pour l'année N+1, un programme optimal de 4.200 modèles JT et 3.800 modèles JA. Sur cette base, calculer et analyser, pour chacun des services d'Optical Tech identifiables en annexe, la sous-activité prévue en N+1.
2) Calculer, pour tous les services, le montant des charges fixes à imputer rationnellement, le coût de la sous-activité structurelle et le coût de la sous-activité conjoncturelle. Les montants seront arrondis à l'unité la plus proche.
3) Calculer la marge sur coût rationnel de production des modèles vendus, la marge sur coût rationnel de revient et le résultat de l'année N+1. Entre la sous-activité structurelle et la sous-activité conjoncturelle qu'est ce qui influence le plus le résultat de N+1 ?

### Partie 2. Analyse du risque d'exploitation (7 points)

1) Analyser le résultat global de l'année N+1 en faisant apparaître la contribution de chaque modèle de jante (JT et JA) à la couverture des charges fixes.
2) Exprimer l'équation du seuil de rentabilité en fonction du nombre de modèles JT et JA.
3) Calculer, sans faire la distinction entre les deux types de modèles, le seuil de rentabilité global en valeur et en nombre de modèles.
4) En supposant constante la structure des ventes, déterminer le seuil de rentabilité en nombre de modèle JT et de modèle JA.

## DOCUMENT ANNEXE

NB : Les montants qui figurent dans l'annexe ont été volontairement simplifiés par rapport à leur valeur exacte afin de faciliter les calculs.

### A) Organisation de la production

Optical Tech est en activité 11 mois sur 12. Sa production est ainsi organisée :

- les achats de matières premières sont l'affaire du service des achats. La capacité mensuelle de ce service est de 9 tonnes ;
- les services « préparation » et « assemblage » gèrent respectivement la compression des matières premières sous haute pression et leur assemblage suivant un procédé de soudage par points). Les capacités mensuelles des machines utilisées lors de ces phases de production sont de 135 heures pour le service « préparation » (qui dispose d'une machine) et 130 heures par machine pour le service « assemblage » (qui dispose de 02 machines) ;
- le service « contrôle-qualité » vérifie que les jantes en alliage respectent les spécifications techniques prédéfinies. Ce service emploie cinq (05) ouvriers. Aucun ouvrier ne peut effectuer plus de 130 heures par mois.
- Le service administratif et le service de commercial sont des unités pour lesquelles la capacité maximale n'est pas mesurable. L'imputation rationnelle des charges de structure de ces deux unités se fera au prorata des quantités vendues. Quant aux charges fixes non imputées de ces deux unités, elles sont assimilables à un coût de sous-activité conjoncturelle. Il est à préciser que les charges indirectes du service administratif et du service commercial ne sont pas réparties entre les produits.

### B) Niveaux d'activité

Pour chaque service intervenant dans le processus de production, l'activité normale correspond au niveau maximal d'activité. Le programme maximal de production permet de définir pour chaque service une sous activité structurelle et une sous activité conjoncturelle.

- ✓ La sous-activité structurelle est donnée par la différence entre l'activité normale du service et son activité sous contraintes.
- ✓ La différence entre l'activité sous contraintes et l'activité prévue permet de mesurer la sous activité conjoncturelle de chaque service.

### C) Consommations annuelles

Les consommations pour élaborer un modèle sont les suivantes

| | Modèle JT | Modèle JA |
|---|---|---|
| Service « Achats » | 10 kg | 15 kg |
| Préparation | 0,10 heure machine | 0,20 heure machine |
| Assemblage | 0,25 heure machine | 0,4 heure machine |
| Contrôle-qualité | 1,25 heure de main d'œuvre directe | 0,5 heure de main d'œuvre directe |

## D) Prévisions de productions et de vente pour l'année N+1

| | Modèle JT | Modèle JA |
|---|---|---|
| Production annuelle | 4000 | 3500 |
| Ventes annuelles en volume | à déterminer | à déterminer |
| Prix de vente unitaires HT | 105 | 120 |

Pour chaque modèle, les ventes annuelles en volume sont à déterminer à partir des prévisions de consommations annuelles (cf. paragraphe C ci-dessus) et de la politique de stockage (cf. paragraphe D ci-dessous).

## E) Politique de stockage pour l'année N+1

Pour l'année N+1, la direction prévoit un stock initial nul pour chaque modèle. Elle se fixe comme objectif de stock final : 200 modèles JT et 300 modèles JA.

## F) Charges prévisionnelles pour N+1

- Charges fixes annuelles pour l'activité normale de chaque service.

| Services | Charges fixes | Services | Charges fixes |
|---|---|---|---|
| « Service des Achats » | 20.000 | « Contrôle-qualité » | 30.800 |
| « Préparation » | 60.000 | « Service administratif » | 11.000 |
| « Assemblage » | 90.000 | « Service commercial » | 15.000 |

Ces charges fixes sont communes et supposées régulières sur l'année.

- Coûts par Modèle.

| | Modèle JT | Modèle JA |
|---|---|---|
| Coût variable de chaque modèle vendu | 81 (1) | 53,8 (2) |
| Coût rationnel unitaire de production | 100 | 80 |

(1) Dont coût variable unitaire service commercial =2
(2) Dont coût variable unitaire service commercial =2

**Dossier 2 (7 points)**

L'Expert-comptable **Jean Alexandre WADE** est en mission de conseil auprès de la Société CASABOIS qui élabore deux produits : les pirogues en bois de tek pour promenade fluviale des touristes (**ENDAYTEK**), et les pirogues en bois d'ébène (**ENDAYSWOLASSOU**) pour pêche artisanale. L'activité de production de pirogues est soumise à de très fortes fluctuations saisonnières qui ont conduit Monsieur **Ibrahima Sofiane KOUAME**, Directeur Général de CASABOIS, à solliciter les services d'un cabinet comptable pour une réflexion sur des démarches managériales adaptées et des activités de soutien possibles en vue de pallier les irrégularités liées à l'activité principale de l'entreprise.

Une batterie de méthodes comptables d'aide à la prise de décision sont mises à contribution, et des chiffres vous aidant à faire des simulations vous sont fournis dans le tableau ci-après.

| ELEMENTS | PRODUITS | |
|---|---|---|
| | ENDAYTEK | ENDAYSWOLASSOU |
| Prix de vente moyen T.T.C. (TVA 18 %) | 23 600 | 17 700 |
| Chiffre d'affaires (CA) critique H.T. | 120 000 000 | - |
| Résultat global fourni par la comptabilité générale | 13 600 000 | |
| Produits non incorporés en comptabilité analytique | 1 500 000 | 700 000 |
| Manquants en stocks | -261 000 | - |
| Excédents de stocks | - | 200 000 |
| Différences d'imputation de charges en comptabilité analytique (charges fixes non concernées) | -239 000 | -300 000 |
| Charges fixes globales incorporées | 30 000 000 | 26 000 000 |
| Charges fixes spécifiques incorporées | 10 000 000 | 16 000 000 |
| Coûts variables unitaires | 15 000 | 12 000 |
| Indices de sécurité | 0,4 | - |
| Résultats analytiques | 20 000 000 | -8 000 000 |
| Coefficients d'imputation rationnelle des charges fixes (CIR) | 1,6 | 0,5 |
| Taux de marge sur coût variable | - | 20% |

**Renseignements complémentaires**

- Les résultats analytiques fournis dans ce tableau sont obtenus à l'aide de la traditionnelle méthode du coût complet par les centres d'analyse.
- Le marché des pirogues n'est pas encore saturé et, outre ce marché, l'entreprise veut investir dans d'autres créneaux comme la production de « meubles meublants ».
- La politique tarifaire du produit déficitaire est *a priori* jugée inadaptée, mais l'Expert propose d'abord un ajustement par les quantités de biens à produire avant d'envisager d'autres possibilités.

**TRAVAIL A FAIRE**

1. Déterminer le nombre de produits (**ENDAYTEK**) et (**ENDAYSWOLASSOU**) et les chiffres d'affaires globaux correspondants.
2. Montrer, en présentant un tableau de concordance, que le résultat fourni par la comptabilité générale ou financière concorde bien avec la somme des deux résultats analytiques de produits (***compte tenu des différences de traitements comptables***). Calculer le coût de revient unitaire de chaque produit.
3. Donner une explication du résultat de la comptabilité générale en utilisant les résultats des 3 premières questions. (**réponse en 5 lignes au maximum**)
4. Déterminer les résultats rationnels des deux produits et dire leur signification.
5. Déterminer le malus de sous-activité ou le bonus de suractivité pour chaque produit.
6. Dire tout ce qu'on peut faire dans ce cas précis avec le bonus de suractivité. (**réponse en 4 lignes au maximum**)
7. Dresser pour chaque produit le compte d'exploitation différentiel selon la méthode du coût spécifique, et montrer par quel mécanisme on peut procéder à la baisse du coût de revient du produit déficitaire par rapport au prix du marché.

UEMOA

**EXAMENS DU DIPLOME D'ETUDES SUPERIEURES DE COMPTABILITE ET GESTION FINANCIERE**

**(DESCOGEF)**

**SESSION 2019**

# TECHNIQUES ET GESTION FINANCIERES

**DUREE : 4 heures**

## *SUJET DE L'EPREUVE DE TECHNIQUES ET GESTION FINANCIERES*

*CETTE EPREUVE COMPORTE TROIS DOSSIERS INDEPENDANTS :*

**DOSSIER 1 : ANALYSE DU BFR PREVISIONNEL ET LA GESTION DE TRESORERIE**

**DOSSIER 2 : POLITIQUE D'INVESTISSEMENT ET DE FINANCEMENT**

**DOSSIER 3 : EVALUATION DES ACTIFS FINANCIERS**

### SOMMAIRE ANALYTIQUE

| DOSSIERS | CONTENU | DUREE | BAREME |
|---|---|---|---|
| DOSSIER 1 | **Analyse du BFR prévisionnel et la gestion de trésorerie**<br>▪ Analyse du BFR normatif en avenir certain<br>▪ Analyse du BFR normatif en avenir incertain | 1h | |
| DOSSIER 2 | **Politique d'investissement et de financement**<br>• Choix des investissements<br>• Choix du mode de financement | 1h30 | |
| DOSSIER 3 | **Evaluation des actifs financiers**<br>• Evaluation des actions<br>• Evaluation des obligations | 1h30 | |
| | TOTAL | 4 H | |

## DOSSIER N°1 : ANALYSE DU BFR PREVISIONNEL ET GESTION DE LA TRESORERIE

La société RELAXBEN envisage de produire et de commercialiser un produit dénommé XXL. Les conditions d'exploitation prévisionnelle sont les suivantes :

- le prix de vente Unitaire HT : 1200 et la quantité produite et vendue : à déterminer (X) ;
- le seuil de rentabilité en quantité est de 2375 ;
- l'élasticité du résultat des activités ordinaires par rapport au chiffre d'affaires est de 32/12 ;
- le taux de la marge sur coût variable est de 2/3 ;
- le tableau des charges se présente comme suit :

| | Charges variables unitaires HT | Charges fixes annuelle en HT |
|---|---|---|
| **Charges de production :** | | |
| - matières | A déterminer (Y) | |
| - fournitures diverses | 70 | |
| - main-d'œuvre(1) | 60 | 700 000 |
| - dotations aux amortissements | | 500 000 |
| - autres charges fixes | | 300 000 |
| **Charges de distribution :** | | |
| - charges variables | 90 | |
| - main-d'œuvre(1) | | A déterminer (Z) |
| - dotations aux amortissements | | 100 000 |
| - autres charges fixes | | 150 000 |

(1) salaires bruts et charges sociales patronales.

**Informations relatives aux éléments constitutifs du besoin en fonds de roulement**

➢ **Stocks**

- Les durées moyennes de stockage sont les suivantes :
  - Matières premières : 30 jours,
  - Produits finis : 20 jours.
- La durée du cycle de fabrication est de 10 jours.
- La valorisation des en-cours et des produits finis doit être faite ainsi :
  - En-cours :100 % des matières + 40 % des autres charges de production
  - Produits finis : coût de production.

➢ **Créances-clients**

Les ventes sont imposées à la TVA au taux normal et les clients règlent 10 % de ces ventes au comptant et le reste avec les délais moyens suivants :

- 40 jours pour 40 % des ventes,
- 60 jours pour 50 % des ventes.

➢ **Dettes fournisseurs**

Les crédits fournisseurs ne sont obtenus que pour les charges donnant naissance à une déduction de TVA :

| | TVA | Crédit fournisseur |
|---|---|---|
| Matières premières | 20,6 % | 60 j |
| Autres charges variables | 12 % | 30 j |
| Charges fixes de production | 10 % | 20 j |

**N.B : les charges fixes de distribution sont réglées au comptant.**

➢ **TVA due**

La TVA est réglée le 25 de chaque mois.

➢ **Charges de personnel (main d'œuvre)**

Elles comprennent :

- Les salaires bruts,
- Les charges sociales patronales.

Les charges sociales salariales et les charges sociales patronales représentent respectivement 10 % et 40 % du salaire brut.

Le personnel est payé le 5 du mois suivant la période de travail et les règlements aux organismes sociaux sont effectués le 15 de chaque mois.

**TAF**

1- Calculer les éléments manquants

2- Calculer en utilisant la méthode normative et en traitant distinctivement les postes fixes et les postes proportionnels au chiffre d'affaires, le besoin en fonds de roulement lié à l'exploitation du produit XXL,

Les durées d'écoulement de certains postes sont susceptibles d'évoluer de manière aléatoire autour de leur valeur centrale :

| **Postes** | **Espérance de durée** | **Ecart-type** |
|---|---|---|

| | | |
|---|---|---|
| Stocks de matières premières | **30** | **8** |
| Stocks de produits finis | **20** | **4** |
| En-cours | **10** | **2** |
| Clients | **46** | **10** |
| Fournisseurs de mat. premières | **60** | **7** |

3- Calculer :

a- la probabilité que le FR normatif excède 700 000; 650 000

b- dans l'hypothèse où le Fonds de Roulement Net Global s'élève à 1.000.000 ; déterminer la probabilité pour que la Trésorerie Nette soit négative.

## DOSSIER N°2 : POLITIQUE D'INVESTISSEMENT ET DE FINANCEMENT

### Cas 1 : Choix de l'Investissement

L'entreprise LAJOIE désire réaliser un investissement de croissance dont les caractéristiques se présentent comme suit :

- acquisition d'une machine pour une valeur de 25.000.000 HT
- TVA 18% ; Prorata de déduction 80%
- construction du bâtiment pour une valeur de 30.000.000.
- amortissement du matériel industriel sur une durée de 5ans et du bâtiment sur une durée de 20 ans de façon linéaire
- frais d'installation de la machine 1000.000 HT

Le bâtiment a été construit sur un terrain acquit par l'entreprise il y a 3 ans et dont le coût augmente de 500.000 chaque année ; prix d'achat du terrain 10.000.000.

On vous informe que ce projet entrainera une augmentation du chiffre d'affaires dans l'ordre de 150.000.000F les deux premières années, de 100.000.000, les deux années suivantes et de 125.000.000 la dernière année.

Les charges d'exploitation représentent 70% du chiffre d'affaires. La valeur de revente de la machine est estimée à 500.000 et celle du bâtiment à 24.000.000. On vous informe que ce projet entrainera un changement de structure en termes d'augmentation du prix de vente unitaire de 15% et de diminution des coûts de 5%. Les clients règlent généralement 50% au comptant, 30% à 60 jours fin du mois et le reste 10 du mois suivant. La TVA est payée le 5 du mois suivant.

L'équation du BFR normatif au titre de l'année écoulée est de : 36 jours du chiffre d'affaires hors taxe plus 150.000.

**TAF :**

1) Déterminer le coût du projet sachant que les frais de recherche et développement s'élèvent à 5000.000.
2) Apprécier le projet sachant que la société habituellement se finance pour 25% de ses capitaux propres par endettement financier à un taux moyen de 8% avant impôt. Une action finançant ce nouveau produit a une valeur de 25 000 et un PER (Price Earning Ratio) anticipé de 2,5. Le taux de croissance du dividende est de 5,6% alors que la société procédera à une rétention du bénéfice pour financer d'autres investissements dont la rentabilité financière exigée est de 7%.

**Cas2 : Choix du mode de financement des investissements**

Pour financer un investissement, l'entreprise STATERESS a le choix entre deux modes de financement ;

- contracter un emprunt de 250.000F remboursable en 5ans par amortissement constant au taux d'intérêt de 6%, annuité versée à la fin de chaque année et autofinancer le reste. Le taux de cet emprunt est considéré comme le taux sans risque.
- souscrire à un contrat de crédit-bail pour une partie des marchandises représentant une valeur de 500.000F. La durée du contrat serait de 5ans non renouvelable et au terme du contrat ; les machines faisant l'objet du contrat seraient restituées. Les loyers s'élèveraient à110.000 par an (versement au début de l'année). Autofinancer le reste.

TAF : Déterminer la VAN du financement. Conclure sur le choix du mode de financement. Taux d'imposition du bénéfice 33,1/3%. Sachant que le montant de l'investissement est de 700.000.

## DOSSIER N°3 : EVALUATION DES ACTIFS FINANCIERS

### Cas 1 : Evaluation des actions

Le 14 janvier 2015, par l'entremise de SICAV AJS SA, la société SERO a été introduite sur le marché financier avec un capital composé de 750 000 actions.

La procédure adoptée est l'offre à prix minimum (OPM) de 100 000 actions à un prix de 420. N'accepte que les ordres à cours limité, AJS SA se réserve aussi le droit d'éliminer du marché les ordres assortis d'une limite qui lui paraîtra excéder anormalement le prix d'offre minimal.

Les demandes exprimées ont été les suivantes :

| | |
|---|---|
| - 18 000 actions à un prix de 465,<br>- 20 500 actions à un prix de 460,<br>- 25 000 actions à un prix de 458,<br>- 32 000 actions à un prix de 453, | - 38 000 actions à un prix de 446,<br>- 48 000 actions à un prix de 440,<br>- 48 500 actions à un prix de 430,<br>- 66 000 actions à un prix de 420. |

| | |
|---|---|
| - 35 000 actions à un prix de 450. | |

LA SICAV a retenu toutes les demandes dont le prix est inférieur à 460. La procédure de répartition sera l'ajustement par les prix.

**TAF A :**

a) Quel sera le premier cours coté de l'action SERO par le marché financier ? Quel sera le coefficient de réduction pour ce cours ?

b) Qui encaissera le produit de la vente des actions ?

Le 20 mai 2015, l'action SERO est cotée 512.

Elle procède ce jour, à une augmentation de capital dont les caractéristiques sont les suivantes :

- Nombre de titres émis : 250 000 actions ;
- Prix d'émission : 450.

Les fonds seront utilisés pour des investissements qui permettent d'anticiper une croissance de 4 % par an et un dividende de 35 pour un résultat de 40 par action.

**TAF B :**

a) Déterminer la valeur théorique de l'action après l'augmentation de capital et celle du droit de souscription.

b) Démontrer que le patrimoine des anciens actionnaires est maintenu et que les nouveaux actionnaires payent une valeur correspondant à la valeur de l'action.

c) Calculer le coefficient de dilution technique.

d) Calculer le coût du capital pour la SERO d'après le modèle de Gordon-Shapiro

**Cas 2 : Évaluation des obligations**

L'entreprise PRIMO a émis sur le marché financier 10.000 obligations dont les sous-jacents se présentent comme suit : prix d'émission : 9.000 ; taux d'escompte sur marché financier 8% ; prix de remboursement 10.000 ; valeur nominale 7.000 ; taux facial= 10% ; durée de remboursement = 10 ans

**TAF :**

1- Déterminer la valeur intrinsèque d'une obligation au lendemain du paiement de la 7ème annuité sachant que le remboursement est effectué par annuité constante. Puis préciser la valeur de la nue-propriété unitaire et celle de l'usufruit unitaire.

2- Calculer cette même valeur sachant que le remboursement est effectué par amortissement constant. Puis préciser la valeur de la nue-propriété unitaire et celle de l'usufruit unitaire.

4- Calculer la sensibilité et la duration dans le cas de mode de remboursement par amortissement constant.

## *ANNEXE* : table de loi normale

| t | 0,00 | 0,01 | 0,02 | 0,03 | 0,04 | 0,05 | 0,06 | 0,07 | 0,08 | 0,09 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 0,0 | 0,500 0 | 0,504 0 | 0,508 0 | 0,512 0 | 0,516 0 | 0,519 9 | 0,523 9 | 0,527 9 | 0,531 9 | 0,535 9 |
| 0,1 | 0,539 8 | 0,543 8 | 0,547 8 | 0,551 7 | 0,555 7 | 0,559 6 | 0,563 6 | 0,567 5 | 0,571 4 | 0,575 3 |
| 0,2 | 0,579 3 | 0,583 2 | 0,587 1 | 0,591 0 | 0,594 8 | 0,598 7 | 0,602 6 | 0,606 4 | 0,610 3 | 0,614 1 |
| 0,3 | 0,617 9 | 0,621 7 | 0,625 5 | 0,629 3 | 0,633 1 | 0,636 8 | 0,640 6 | 0,644 3 | 0,648 0 | 0,651 7 |
| 0,4 | 0,655 4 | 0,659 1 | 0,662 8 | 0,666 4 | 0,670 0 | 0,673 6 | 0,677 2 | 0,680 8 | 0,684 4 | 0,687 9 |
| 0,5 | 0,691 5 | 0,695 0 | 0,698 5 | 0,701 9 | 0,705 4 | 0,708 8 | 0,712 3 | 0,715 7 | 0,719 0 | 0,722 4 |
| 0,6 | 0,725 7 | 0,729 1 | 0,732 4 | 0,735 7 | 0,738 9 | 0,742 2 | 0,745 4 | 0,748 6 | 0,751 7 | 0,754 9 |
| 0,7 | 0,758 0 | 0,761 1 | 0,764 2 | 0,767 3 | 0,770 3 | 0,773 4 | 0,776 4 | 0,779 3 | 0,782 3 | 0,785 2 |
| 0,8 | 0,788 1 | 0,791 0 | 0,793 9 | 0,796 7 | 0,799 5 | 0,802 3 | 0,805 1 | 0,807 8 | 0,810 6 | 0,813 3 |
| 0,9 | 0,815 9 | 0,818 6 | 0,821 2 | 0,823 8 | 0,826 4 | 0,828 9 | 0,831 5 | 0,834 0 | 0,836 5 | 0,838 9 |
| 1,0 | 0,841 3 | 0,843 8 | 0,846 1 | 0,848 5 | 0,850 8 | 0,853 1 | 0,855 4 | 0,857 7 | 0,859 9 | 0,862 1 |
| 1,1 | 0,864 3 | 0,866 5 | 0,868 6 | 0,870 8 | 0,872 9 | 0,874 9 | 0,877 0 | 0,879 0 | 0,881 0 | 0,883 0 |
| 1,2 | 0,884 9 | 0,886 9 | 0,888 8 | 0,890 6 | 0,892 5 | 0,894 3 | 0,896 2 | 0,898 0 | 0,899 7 | 0,901 5 |
| 1,3 | 0,903 2 | 0,904 9 | 0,906 6 | 0,908 2 | 0,909 9 | 0,911 5 | 0,913 1 | 0,914 7 | 0,916 2 | 0,917 7 |
| 1,4 | 0,919 2 | 0,920 7 | 0,922 2 | 0,923 6 | 0,925 1 | 0,926 5 | 0,927 9 | 0,929 2 | 0,930 6 | 0,931 9 |
| 1,5 | 0,933 2 | 0,934 5 | 0,935 7 | 0,937 0 | 0,938 2 | 0,939 4 | 0,940 6 | 0,941 8 | 0,942 9 | 0,944 1 |
| 1,6 | 0,945 2 | 0,946 3 | 0,947 4 | 0,948 4 | 0,949 5 | 0,950 5 | 0,951 5 | 0,952 5 | 0,953 5 | 0,954 5 |
| 1,7 | 0,955 4 | 0,956 4 | 0,957 3 | 0,958 2 | 0,959 1 | 0,959 9 | 0,960 8 | 0,961 6 | 0,962 5 | 0,963 3 |
| 1,8 | 0,964 1 | 0,964 9 | 0,965 6 | 0,966 4 | 0,967 1 | 0,967 8 | 0,968 6 | 0,969 3 | 0,969 9 | 0,970 6 |
| 1,9 | 0,971 3 | 0,971 9 | 0,972 6 | 0,973 2 | 0,973 8 | 0,974 4 | 0,975 0 | 0,975 6 | 0,976 1 | 0,976 7 |
| 2,0 | 0,977 2 | 0,977 8 | 0,978 3 | 0,978 8 | 0,979 3 | 0,979 8 | 0,980 3 | 0,980 8 | 0,981 2 | 0,981 7 |
| 2,1 | 0,982 1 | 0,982 6 | 0,983 0 | 0,983 4 | 0,983 8 | 0,984 2 | 0,984 6 | 0,985 0 | 0,985 4 | 0,985 7 |
| 2,2 | 0,986 1 | 0,986 4 | 0,986 8 | 0,987 1 | 0,987 5 | 0,987 8 | 0,988 1 | 0,988 4 | 0,988 7 | 0,989 0 |
| 2,3 | 0,989 3 | 0,989 6 | 0,989 8 | 0,990 1 | 0,990 4 | 0,990 6 | 0,990 9 | 0,991 1 | 0,991 3 | 0,991 6 |
| 2,4 | 0,991 8 | 0,992 0 | 0,992 2 | 0,992 5 | 0,992 7 | 0,992 9 | 0,993 1 | 0,993 2 | 0,993 4 | 0,993 6 |
| 2,5 | 0,993 8 | 0,994 0 | 0,994 1 | 0,994 3 | 0,994 5 | 0,994 6 | 0,994 8 | 0,994 9 | 0,995 1 | 0,995 2 |
| 2,6 | 0,995 3 | 0,995 5 | 0,995 6 | 0,995 7 | 0,995 9 | 0,996 0 | 0,996 1 | 0,996 2 | 0,996 3 | 0,996 4 |
| 2,7 | 0,996 5 | 0,996 6 | 0,996 7 | 0,996 8 | 0,996 9 | 0,997 0 | 0,997 1 | 0,997 2 | 0,997 3 | 0,997 4 |
| 2,8 | 0,997 4 | 0,997 5 | 0,997 6 | 0,997 7 | 0,997 7 | 0,997 8 | 0,997 9 | 0,997 9 | 0,998 0 | 0,998 1 |
| 2,9 | 0,998 1 | 0,998 2 | 0,998 2 | 0,998 3 | 0,998 4 | 0,998 4 | 0,998 5 | 0,998 5 | 0,998 6 | 0,998 6 |

| t | 0,0 | 0,1 | 0,2 | 0,3 | 0,4 | 0,5 | 0,6 | 0,7 | 0,8 | 0,9 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 3 | 0,998 650 | 0,999 035 | 0,999 317 | 0,999 523 | 0,999 671 | 0,999 776 | 0,999 850 | 0,999 902 | 0,999 938 | 0,999 962 |
| 4 | 0,999 964 | 0,999 975 | 0,999 982 | 0,999 987 | 0,999 990 | 0,999 993 | 0,999 994 | 0,999 995 | 0,999 995 | 0,999 996 |

La table donne les valeurs $\Pi(t)$ pour t positif ; lorsque $t$ est négatif, il faut prendre le complément à l'unité de la valeur lue dans la table.

Exemple : pour $t = -1,2$ $\quad \Pi(-1,2) = 1 - \Pi(1,2) = 1 - 0,8849 = 0,1151$

**EXAMENS DU DIPLOME D'ETUDES SUPERIEURES DE COMPTABILITE ET GESTION FINANCIERE**

**(DESCOGEF)**

**SESSION 2019**

# EPREUVE DE DROIT DES AFFAIRES

**DUREE : 2 heures**

NB : L'épreuve comporte trois parties à traiter obligatoirement.
Tout en motivant, quand c'est nécessaire vos réponses, soyez brefs, précis et concis car le bavardage peut vous desservir.

## I. Questions à choix multiples (5 points)

**Portez uniquement le chiffre et la lettre correspondants** (par exemple à la question n°11, si la bonne réponse est a, écrire : 11-a)

**1. La société unipersonnelle résulte :**

a) d'un acte unilatéral ;

b) d'un acte bilatéral ;

c) d'un contrat unilatéral.

**2. la nullité de la SARL peut résulter :**

a) d'un vice de consentement ;

b) de l'incapacité de l'un des associés ;

c) de l'inobservation de la formalité prévue par l'article 315 AUDSC aux termes duquel les associés doivent intervenir à l'acte constitutif en personne ou par mandataire.

**3. La réserve de crédit :**

a) empêche la déclaration de cessation de paiements ;

b) empêche l'insolvabilité du débiteur ;

c) interdit toute action en recouvrement de créance.

**4. L'élément matériel du délit d'abus de biens sociaux :**

a) est nécessairement un acte de disposition ;

b) peut être un acte de disposition ou d'administration ;

c) est nécessairement un acte d'administration.

**5. En cas d'alerte déclenchée par le Commissaire aux comptes, le dirigeant interpellé doit répondre dans :**

a) les 15 jours à compter de la réception de la demande d'explication ;

b) les 30 jours à compter de l'interpellation ;

c) le mois qui suit la réception de la demande.

**6. La date de cessation des paiements peut être fixée :**

a) au moins de 18 mois avant le jugement d'ouverture ;

b) au maximum 12 mois avant le jugement d'ouverture ;

c) à la date du jugement d'ouverture.

**7. La non-rétroactivité de la loi signifie qu' :**

a) elle est permanente ;

b) elle s'applique à des faits antérieurs à sa promulgation ;

c) elle s'applique à des faits postérieurs à sa promulgation.

**8. Le « watering » est :**

a) une évaluation d'un apport en société en nature d'un montant supérieur à sa valeur réelle ;

b) un cas de revente d'eau minérale à perte ;

c) une pratique commerciale agressive.

**9. Le groupement d'intérêt économique :**

a) doit nécessairement avoir un capital ;

b) a pour but de faciliter, développer et améliorer les résultats de l'activité économique de ses membres ;

c) ne doit pas être immatriculé au RCCM.

**10. Le contrat de travail doit être rédigé par écrit :**

a) pour tous les contrats ;

b) obligatoirement pour les contrats à durée déterminée ;

c) seulement pour les contrats à durée indéterminée.

**II. Test de compréhension (5 points)**

**Répondez aux questions ci-après.**

1. Une sûreté est-elle nécessairement une garantie du crédit ? **(0,5 point)**

2. Pourquoi la loi n'a-t-elle pas ~~permis~~ qu'un chèque puisse ~~être accepté~~ ? **(0,5 point)**

3. Le règlement intérieur peut-il prévoir des clauses aménageant l'exercice du droit syndical dans l'entreprise ? **(1 point)**

4. Quelle est l'obligation d'un débiteur en état de cessation des paiements. Quelles autres personnes peuvent effectuer la démarche à laquelle il est tenu ? **(2 points)**

5. Quelle est la valeur juridique d'un contrat de travail verbal ? **(1 point)**

## III. Cas pratique (10 points)

Le gérant de la SARL « M.C.K. » au capital de 250 000 000 FCFA divisé en 10 000 parts d'une valeur nominale de 25 000 FCFA chacune et le gérant (et associé majoritaire) de la SARL « T.P.A. », au capital de 80 000 000 FCFA, divisé en 8 000 parts d'une valeur nominale de 10 000 FCFA chacune, souhaitent une fusion de ces deux sociétés par voie d'absorption de la seconde par la première.

M. TUO, propriétaire de 3000 parts de la SARL T.P.A. est hostile à ce projet. Il informe donc le Gérant de la SARL T.P.A. de son intention de voter contre la fusion envisagée, lors de l'AGE des associés qui sera convoquée à cet effet. Il propose toutefois à la SARL M.C.K. de lui céder ses 3 000 parts de la SARL T.P.A. moyennant un prix égal à l'estimation retenue dans les bases de la fusion projetée, soit 50 000 FCFA par part (la part de la SARL M.C.K. étant elle-même, évaluée à 125 000 FCFA).

La SARL M.C.K. ne dispose pas de la trésorerie nécessaire pour procéder à cette acquisition mais un de ses principaux associés se déclare disposé à apporter à la société une somme de 100 000 000 FCFA à la condition que cette somme soit affectée à la libération des parts nouvelles de numéraire émises au titre d'une augmentation de capital et exclusivement souscrites par lui. Le Gérant de la SARL M.C.K de son côté, offre de prêter à sa société la somme complémentaire de 50 000 000 FCFA, remboursable en cinq annuités successives et portant intérêt au taux de 7% l'an.

La SARL M.C.K accepte alors la proposition faite par M. TUO et acquiert 3 000 parts de la SARL T.P.A. après avoir augmenté son capital grâce à l'apport de son associé et après avoir encaissé la somme prêtée par son Gérant. La fusion des deux sociétés est ensuite réalisée.

**1. Quel est le nombre de parts nouvelles en numéraire émises par la SARL M.C.K. en contrepartie de l'apport de 100 000 000 FCFA réalisé par un de ses associés ?**

**2. Quelles sont les conditions à remplir, au regard du droit des sociétés, pour la validité du prêt consenti à la SARL M.C.K. par son Gérant ?**

**3. Pour quelles raisons, M. TUO estime-t-il que sa position personnelle aurait été affaiblie, après la fusion, s'il avait conservé, jusqu'à la réalisation de cette dernière, ses parts dans la SARL T.P.A. ?**

**4. Indiquez les conditions de quorum et de majorité requises pour la validité des décisions prises par les associés des deux SARL approuvant la fusion.**

UEMOA

# EXAMENS DU DIPLOME D'ETUDES SUPERIEURES DE COMPTABILITE ET GESTION FINANCIERE

## (DESCOGEF)

## SESSION 2019

## EPREUVE DE FISCALITE

**DUREE : 2 heures**

L'épreuve de fiscalité est composée de questions théoriques et d'une étude de cas.

## Questions théoriques: (4 points)

1/ Une société anonyme distribue des dividendes à ses actionnaires conformément aux dispositions de la législation sur les sociétés et de ses statuts. De même, elle alloue des indemnités de fonction (ou jetons de présence) à ses administrateurs. Préciser le traitement fiscal réservé à chacun de ces revenus versés par la société.

2/ Analyser le régime d'exonération des plus-values sur les cessions d'éléments d'actif immobilisés dans le régime d'imposition à l'IS, à l'exclusion des cessions d'immeubles bâtis et non bâtis.

## Etude de cas: (16 points)

Grosse Affaire dont le siège est à Zinder au Niger est une société unipersonnelle spécialisée dans le domaine de l'agriculture. En outre, elle se livre à la fabrication et à la réparation de matériel agro-industriel. Grosse Affaire vend et loue son matériel à des exploitants individuels locaux et étrangers. Elle classe ses opérations, au regard de la TVA, en trois catégories.

1- Opérations soumises à la TVA;
2- Operations exonérées de TVA;
3- Operations d'exportation et assimilées.

Durant l'exercice 2016, le chiffre d'affaires en francs CFA de la SARL s'est décomposé de la
façon suivante:

| Opérations | Montant |
|---|---|
| Opérations soumises à la TVA | 732 180 740 |
| Operations exonérées de TVA | 489 780 800 |
| Operations d'exportation | 397 298 600 |
| Total | 1 619 260 140 |

Lors du premier trimestre de l'année 2017, la société a réalisé les opérations suivantes exprimées valeur hors TVA.

Janvier

1- Livraison de matériel agricole au Burkina Faso: ..... 3 569 100
2- Réception de chèque portant règlement d'un client installé au Mali: .....2 486 780
3- Vente de poste à souder au Niger: ..... 486 800
4- Règlement de la facture d'électricité: ..... 210 000
5- Destruction de matériel agricole amortissable sur 36 mois au bout de 14 mois d'utilisation.
Valeur d'acquisition: ..... .473 200
6- Paiement des frais de gardiennage des entrepôts: .....356 000
7- Achats de pièces d'entretien pour le matériel industriel et agricole: ..... 362 000
8- Paiement de la facture de l'expert-comptable reçue le 15 du mois dernier réception de la facture du mois de janvier pour un même montant de : ..... 190 000
9- Encaissement d'une indemnité d'assurance à la suite d'un vol dans un entrepôt: 463 000
10- Achat de 300 agendas portant de façon indélébile le nom de la société et offert à la clientèle des particulier et des entreprises: 600 000

Février

1- Ventes de 100 moulinettes électriques: .....2 500 000
2- Location de bâtiment agricole réglée par le client le jour même: ..... 150 000
3- Achats de fournitures de bureau pour le service administratif: .....271 000
4- Intérêts net d'obligation reçus: .....789 500
5- Importation de pièces détachées affectées aux bâtiments agricoles.
Valeur CAF: .....846 660. Droits de douane: .....169 340.
6- Règlement par Grosse Affaire d'une installation électrique effectuée ce mois même dans les bâtiments agricoles : 220 600
7- Vente de légumes frais: .....445 000
8- Vol non justifié de matériel industriel acquis en janvier 2016 pour un montant de: 560 000

Mars

1- Règlement frais d'hospitalisation d'un chauffeur de la SARL GA : .....410 000
2- Intérêts reçus du compte courant d'une durée d'un an : .....372 000
3- Règlement de la facture d'eau minéral pour le personnel: ..... 80 000
4- Dons de 2 sacs de semence au profit d'une association d'agriculteurs: .....45 000
5- Règlement de la facture de téléphone: .....258 000
6- Achat de matériels d'orthopédie pour l'infirmerie: ..... 63 600
7- Règlement des frais de formation du comptable facturé par le cabinet conseil: 400 000
8- Règlement frais de transport routier de matériels industriel: .....128 000
9- Règlement transport des ouvriers agricoles: .....45 000
10- Règlement loyer des locaux administratifs: .....580 000

Travail à faire:

1/ Calculer le prorata de déduction de l'exercice 2016, applicable à titre provisoire pour l'exercice *2017*

2/ Procéder au traitement de la TVA des mois de janvier, février et mars en analysant la TVA collectée, la TVA supportée, la TVA déductible et la TVA à récupérer. Pour chaque opération vous déterminerez s'il y a lieu le montant du chiffre exonéré et la nature de l'opération imposable.

On précise qu'au mois de décembre 2016, le crédit de TVA à reporter est de 265 500F.

Nota: On appliquera un taux de TVA de 19% et un prorata de déduction de 70%.

Annexes

Extrait Code General des impôt 1 au Niger

Art. 219 - Sont exonérés de la taxe sur la valeur ajoutée:

1- les affaires faites par les agriculteurs, les éleveurs et les pêcheurs dans le cadre normal de leur activité;

2- les importations et les ventes des produits énumérés au tableau ci-après: *(renseigné par un tableau de cotation non pris en compte dans les annexés)*

3- les ventes et reventes à l'intérieur de minerais d'uranium et substances connexes et dérivées;

4- les ventes et reventes, à l'intérieur, de viandes de boucherie, d'abats de volailles, de fruits et de légumes;

5- les honoraires perçus par les membres des professions médicales, paramédicales et par les vétérinaires;

6- les recettes réalisées par les établissements d'enseignement scolaire, universitaire, technique et professionnel;

7- les revenus tirés de la location d'immeubles nus;

8- les exportations directes de biens et les réexportations par suite de régime douanier suspensif

9- les transports aériens de personnes ou de marchandises;

10- l'avitaillement des aéronefs;

11- les affaires de vente, de réparation, de transformation et d'entretien d'aéronefs destinés aux compagnies de navigation aérienne dont les services à destination de l'étranger représentent au moins 50% de l'ensemble des services qu'elles exploitent;

12- les transports routiers de marchandises et de voyageurs;

13-les recettes provenant de la composition, de l'impression ou de la vente de journaux et périodiques à l'exception des recettes de publicité;

14- les activités des associations sans but lucratif légalement constituées, ainsi que celles des ciné-clubs, des centres culturels et des musées nationaux;

15- les ventes de timbres et de papiers timbrés;

16-les ventes, cessions ou prestations réalisées par l'Etat, les collectivités locales et leurs établissements publics n'ayant pas le caractère commercial ou industriel, à l'exception des prestations relatives aux télécommunications;

17- les affaires effectuées par les sociétés d'assurances passibles de la taxe unique sur les assurances;

18- les opérations ayant notamment pour objet la transmission de propriété ou de clientèle, passibles des droits d'enregistrement;

19- Les agios afférents à la mobilisation par voie de réescompte ou de pension des effets publics ou privés figurant dans le portefeuille des banques, des établissements financiers et des organismes publics ou semi-publics habilités à réaliser des opérations d'escompte, ainsi que ceux afférents à la première négociation des effets destinés à mobiliser les prêts consentis par les mêmes organismes;

20- Les fournitures d'eau et d'électricité aux ménages pour un niveau de consommation mensuelle inférieur ou égal à 50m$^3$ pour l'eau et 150KW/H pour l'électricité ;

21- les affaires réalisées par les courtiers en assurances, agréés par le Ministre chargé des Finances, dans le cadre normal de leur activité ;

22- les commissions de gestion de portefeuille, perçues par les agents généraux d'assurances agréés par le Ministre chargé des Finances;

23- les intérêts des obligations;

24- les intérêts des dépôts à terme de plus de six (6) mois;

25- les matériels et équipements militaires destinés aux forces de défense et de sécurité;

26- les recettes réalisées par les entreprises ayant pour activité principale l'organisation de jeux de hasard et soumise à la taxe sur les jeux de hasard;

27- les intérêts de l'emprunt contracté par les salariés, dans le cadre d'une première acquisition immobiliére portant sur un terrain immatriculé au service de la Conservation Foncière. Pour bénéficier de l'exonération, le montant de l'emprunt ne doit pas excéder trente millions (30 000 000) de francs CFA;

28- les recettes se rattachant aux visites des monuments historiques et musées nationaux; 29- les intérêts de l'emprunt contracté par les agriculteurs, les éleveurs, les pisciculteurs et les apiculteurs dans le cadre normal de leurs activités.

Art. 236- Les assujettis qui ne réalisent pas exclusivement des opérations ouvrant droit à déduction sont autorisés à déduire une fraction de la taxe sur la valeur ajoutée qui a grevé les 80 biens constituant des immobilisations. Cette fraction est égale au montant de la taxe multiplié par le rapport entre:

- le montant annuel des produits afférents à des opérations ouvrant droit à déduction (numérateur)

- le montant annuel des produits de toute nature (dénominateur).

Ce rapport, exprimé en pourcentage, est dénommé prorata; il est arrondi à l'unité supérieure. Les produits s'entendent tous frais et taxes compris, à l'exclusion de la taxe sur la valeur ajoutée elle-même.

Le montant des livraisons à soi-même est exclu des deux termes du rapport.

UEMOA

# EXAMENS DU DIPLOME D'ETUDES SUPERIEURES DE COMPTABILITE ET GESTION FINANCIERE

## (DESCOGEF)

## SESSION 2019

## EPREUVE D'INFORMATIQUE

**DUREE : 2 heures**

Aucun document non distribué en salle d'examen n'est autorisé.
L'usage de la calculatrice est interdit.
Ce sujet comporte deux parties indépendantes.

## PREMIERE PARTIE : Réseaux et Internet (7 points)

**Exercice 1 (1,50 points)**

Répondez brièvement à chaque question :

Qu'est-ce qu'un protocole réseau **(0,25 point)**

1) Qu'est-ce qu'une adresse IP et à quoi elle sert **(0,25 point)**

2) Qu'est-ce qu'un DNS **(0,25 point)**

3) Quel est le rôle du Routeur **(0,25 point)**

4) Que signifie : FTP, TCP/IP **(0,50 point)**

**Exercice 2** Analysez l'url suivante **(2,5 points)**

***Soit*** **: http://ftp.bceao.net:8080/service/client.html**

*Compléter avec ce qui convient.*

Le FQDN est :

.....

1- Le nom du protocole est :

.....

2- Le port de communication est :

.....

3- l'url est :

.....

4- le nom de domaine est :

.....

5- le chemin d'accès à la ressource est :

.....

**Exercice 3 (1,50 points)**

*Soit l'adresse IP* : 30.5.18.35

*Compléter (correctement) avec ce qui convient :*

1- L'adresse machine est :

.....

2- L'adresse réseau est :

.....

3- L'adresse de boucle locale est :

.....

4- L'adresse de diffusion est :

.....

5- Le masque de réseau est :

.....

**Exercice 4 (1,5 points)**

Faire une conversion du binaire au décimal **(0,75 point)**

| Bit n° | 8 | 7 | 6 | 5 | 4 | 3 | 2 | 1 | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Valeur de la puissance | | | | | | | | | |
| Valeur binaire du bit | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 1 | 1 | |
| Valeur décimale du bit | | | | | | | | | |

Faire une conversion du décimal au binaire **(0,75 point)**

| Bit n° | 8 | 7 | 6 | 5 | 4 | 3 | 2 | 1 | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Valeur de la puissance | | | | | | | | | |
| Valeur binaire du bit | 0 | 1 | 1 | 1 | 1 | 0 | 1 | 1 | |
| Valeur décimale du bit | | | | | | | | | 123 |

## DEUXIEME PARTIE : SYSTEME D'INFORMATION (13 POINTS)

### Gestion d'une Bibliothèque

On veut automatiser le fonctionnement d'une bibliothèque. La bibliothèque est organisée de la façon suivante :

Un **service dédié** s'occupe de l'achat des exemplaires d'ouvrage pour renouvellement d'exemplaires usagés ou pour l'acquisition de nouveaux exemplaires ; dans ce dernier cas, ce service enregistre les références communes à plusieurs exemplaires, soit l'auteur, le titre, la valeur de remplacement, le résumé ainsi que quelques mots clés. Les exemplaires sont repérés par un code barre (n° séquentiel unique) collé au dos de l'exemplaire). Tout exemplaire correspond à un ouvrage de référence. La bibliothèque a besoin de la date d'acquisition de l'exemplaire et la durée de vie estimée de ce dernier.

Un **autre service** s'occupe de l'inscription des emprunteurs. Les emprunteurs sont identifiés par une carte comprenant les informations : code barre (n° séquentiel unique), nom, prénom, adresse, email.

Un **troisième service** s'occupe de l'enregistrement des prêts d'exemplaires. Les prêts sont mémorisés afin de savoir à tout moment, quels sont les exemplaires sortis. Pour chaque prêt ou emprunt on mémorise donc le code exemplaire, le code emprunteur et la date de retour au plus tard de cet exemplaire. Cette date est calculée automatiquement par la formule date d'emprunt + 3 semaines. Un emprunteur peut emprunter au maximum 3 exemplaires.

Un **quatrième service** s'occupe du retour des exemplaires et de leur placement en rayons. Lorsque l'exemplaire est retourné en bon état, on supprime l'enregistrement de cet emprunt. Lorsque la date de retour échoit, on relance l'emprunteur par email de préférence, par courrier si l'adresse email est inconnue. Lorsque l'exemplaire retourné est réputé perdu, on envoie un courrier à l'emprunteur exigeant le paiement de la valeur de remplacement.

L'emprunteur entre librement dans la bibliothèque, circule dans les rayons, consulte le catalogue des exemplaires s'il le souhaite. Il prend les exemplaires d'ouvrage disponibles puis passe au service d'enregistrement des prêts. Le **service achats** est en relation commerciale avec l'éditeur.

### Travail à faire

1) Faire le Modèle Conceptuel de Communication (MCC) ***(2 points)*** ;
2) Faire le Modèle Conceptuel des Traitements (MCT) pour l'inscription, le prêt et le retour ***(3 points)*** ;
3) Faire le Modèle Conceptuel des Données (MCD), indiquer les individus et les traitements ***(2 points)*** ;
4) Faire le Modèle Logique des Données (MLD) ***(2 points)***
5) Décrire de façon graphique (ordinogramme) la requête d'enregistrement d'une inscription ***(1 point)***
6) Décrire de façon graphique (ordinogramme) la requête enregistrant un emprunt ***(1 point)***
7) Décrire de façon graphique (ordinogramme) la requête donnant la liste des emprunts en retard ***(1 point)***
8) Décrire de façon graphique (ordinogramme) la requête donnant les ouvrages pour un auteur donné et un mot clé donné. ***(1 point)***

UEMOA

**EXAMENS DU DIPLOME D'ETUDES SUPERIEURES DE COMPTABILITE ET GESTION FINANCIERE**

**(DESCOGEF)**

**SESSION 2019**

# EPREUVE DE MATHEMATIQUES

**DUREE : 2 heures**

- Les documents ne sont pas autorisés.
- La calculatrice et les tables statistiques sont autorisées.
- Les résultats doivent être donnés avec 3 décimales.
- Le détail des calculs et les notations utilisées doivent être clairement indiquées.
- Des commentaires sans ambiguïté doivent être rédigés.

5) Le moteur a déjà fonctionné durant 3 ans. Quelle est la probabilité pour qu'il fonctionne encore 5 ans ?

6) Calculer l'espérance mathématique de la variable aléatoire X et donner une interprétation de ce résultat.

**B)**

7) L'entreprise A annonce que le pourcentage de moteurs défectueux dans la production est égal à 1%.
Afin de vérifier cette affirmation, 800 moteurs sont prélevés au hasard.
On constate que 15 moteurs sont détectés défectueux.
L'annonce de l'entreprise A est-elle vraisemblable au seuil de 5% ?

**Exercice 3 : (3 points)**

Un organisme gouvernemental a effectué une enquête par sondage sur des dépenses annuelles des ménages pour une famille de 4 personnes, selon qu'elle vit en milieu rural ou en milieu urbain.

| | Milieu rural | Milieu urbain |
|---|---|---|
| Nombre de ménages | 120 | 200 |
| Dépenses moyennes | 4,67 | 6,43 |
| Ecarts types des dépenses | 0,48 | 0,64 |

Les dépenses moyennes et les écart-types sont donnés en millions de FCFA.

La différence des moyennes est-elle significative au seuil de 5% ?

**Exercice 4 : (6 points)**

Résoudre avec la méthode du simplexe le problème suivant :

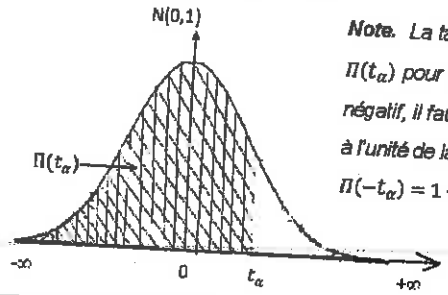
Maximiser $z = 2x_1 + x_2 + 3x_3$

sous les contraintes

$$\begin{cases} -x_1 + 2x_2 + x_3 \leq 6 \\ x_1 + x_2 \leq 24 \\ x_1 - x_2 + x_3 \leq 9 \\ x_1 \geq 0 \ , \ x_2 \geq 0, \ x_3 \geq 0 \end{cases}$$

## 19. Table de la fonction intégrale de la loi normale centrée réduite

$$\Pi(t) = Pr(T < t_\alpha)$$




***Note.*** *La table donne les valeurs de* $\Pi(t_\alpha)$ *pour* $t_\alpha$ *positif. Lorsque* $t_\alpha$ *est négatif, il faut prendre le complément à l'unité de la valeur lue dans la table.*

$$\Pi(-t_\alpha) = 1 - \Pi(t_\alpha)$$

| $t_\alpha$ | 0,00 | 0,01 | 0,02 | 0,03 | 0,04 | 0,05 | 0,06 | 0,07 | 0,08 | 0,09 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 0,0 | 0,5000 | 0,5040 | 0,5080 | 0,5120 | 0,5160 | 0,5199 | 0,5239 | 0,5279 | 0,5319 | 0,5359 |
| 0,1 | 0,5398 | 0,5438 | 0,5478 | 0,5517 | 0,5557 | 0,5596 | 0,5636 | 0,5675 | 0,5714 | 0,5753 |
| 0,2 | 0,5793 | 0,5832 | 0,5871 | 0,5910 | 0,5948 | 0,5987 | 0,6026 | 0,6064 | 0,6103 | 0,6141 |
| 0,3 | 0,6179 | 0,6217 | 0,6255 | 0,6293 | 0,6331 | 0,6368 | 0,6406 | 0,6443 | 0,6480 | 0,6517 |
| 0,4 | 0,6554 | 0,6591 | 0,6628 | 0,6664 | 0,6700 | 0,6736 | 0,6772 | 0,6808 | 0,6844 | 0,6879 |
| 0,5 | 0,6915 | 0,6950 | 0,6985 | 0,7019 | 0,7054 | 0,7088 | 0,7123 | 0,7157 | 0,7190 | 0,7224 |
| 0,6 | 0,7257 | 0,7291 | 0,7324 | 0,7357 | 0,7389 | 0,7422 | 0,7454 | 0,7486 | 0,7517 | 0,7549 |
| 0,7 | 0,7580 | 0,7611 | 0,7642 | 0,7673 | 0,7704 | 0,7734 | 0,7764 | 0,7794 | 0,7823 | 0,7852 |
| 0,8 | 0,7881 | 0,7910 | 0,7939 | 0,7967 | 0,7995 | 0,8023 | 0,8051 | 0,8079 | 0,8106 | 0,8133 |
| 0,9 | 0,8159 | 0,8186 | 0,8212 | 0,8238 | 0,8264 | 0,8289 | 0,8315 | 0,8340 | 0,8365 | 0,8389 |
| 1,0 | 0,8413 | 0,8438 | 0,8461 | 0,8485 | 0,8508 | 0,8531 | 0,8554 | 0,8577 | 0,8599 | 0,8621 |
| 1,1 | 0,8643 | 0,8665 | 0,8686 | 0,8708 | 0,8729 | 0,8749 | 0,8770 | 0,8790 | 0,8810 | 0,8830 |
| 1,2 | 0,8849 | 0,8869 | 0,8888 | 0,8907 | 0,8925 | 0,8944 | 0,8962 | 0,8980 | 0,8997 | 0,9015 |
| 1,3 | 0,9032 | 0,9049 | 0,9066 | 0,9082 | 0,9099 | 0,9115 | 0,9131 | 0,9147 | 0,9162 | 0,9177 |
| 1,4 | 0,9192 | 0,9207 | 0,9222 | 0,9236 | 0,9251 | 0,9265 | 0,9279 | 0,9292 | 0,9306 | 0,9319 |
| 1,5 | 0,9332 | 0,9345 | 0,9357 | 0,9370 | 0,9382 | 0,9394 | 0,9406 | 0,9418 | 0,9429 | 0,9441 |
| 1,6 | 0,9452 | 0,9463 | 0,9474 | 0,9484 | 0,9495 | 0,9505 | 0,9515 | 0,9525 | 0,9535 | 0,9545 |
| 1,7 | 0,9554 | 0,9564 | 0,9573 | 0,9582 | 0,9591 | 0,9599 | 0,9608 | 0,9616 | 0,9625 | 0,9633 |
| 1,8 | 0,9641 | 0,9649 | 0,9656 | 0,9664 | 0,9671 | 0,9678 | 0,9686 | 0,9693 | 0,9699 | 0,9706 |
| 1,9 | 0,9713 | 0,9719 | 0,9726 | 0,9732 | 0,9738 | 0,9744 | 0,9750 | 0,9756 | 0,9761 | 0,9767 |
| 2,0 | 0,9773 | 0,9778 | 0,9783 | 0,9788 | 0,9793 | 0,9798 | 0,9803 | 0,9808 | 0,9812 | 0,9817 |
| 2,1 | 0,9821 | 0,9826 | 0,9830 | 0,9834 | 0,9838 | 0,9842 | 0,9846 | 0,9850 | 0,9854 | 0,9857 |
| 2,2 | 0,9861 | 0,9864 | 0,9868 | 0,9871 | 0,9875 | 0,9878 | 0,9881 | 0,9884 | 0,9887 | 0,9890 |
| 2,3 | 0,9893 | 0,9896 | 0,9898 | 0,9901 | 0,9904 | 0,9906 | 0,9909 | 0,9911 | 0,9913 | 0,9916 |
| 2,4 | 0,9918 | 0,9920 | 0,9922 | 0,9925 | 0,9927 | 0,9929 | 0,9931 | 0,9932 | 0,9934 | 0,9936 |
| 2,5 | 0,9938 | 0,9940 | 0,9941 | 0,9943 | 0,9945 | 0,9946 | 0,9948 | 0,9949 | 0,9951 | 0,9952 |
| 2,6 | 0,9953 | 0,9955 | 0,9956 | 0,9957 | 0,9959 | 0,9960 | 0,9961 | 0,9962 | 0,9963 | 0,9964 |
| 2,7 | 0,9965 | 0,9966 | 0,9967 | 0,9968 | 0,9969 | 0,9970 | 0,9971 | 0,9972 | 0,9973 | 0,9974 |
| 2,8 | 0,9974 | 0,9975 | 0,9976 | 0,9977 | 0,9977 | 0,9978 | 0,9979 | 0,9979 | 0,9980 | 0,9981 |
| 2,9 | 0,9981 | 0,9982 | 0,9983 | 0,9983 | 0,9984 | 0,9984 | 0,9985 | 0,9985 | 0,9986 | 0,9986 |

UEMOA

**EXAMENS DU DIPLOME D'ETUDES SUPERIEURES DE COMPTABILITE ET GESTION FINANCIERE**

**(DESCOGEF)**

**SESSION 2019**

# EPREUVE D'ANGLAIS

**DUREE : 4 heures**

## INSTRUCTIONS FOR CANDIDATES

- Answer all 4 questions
- All answers should be correctly numbered, but do not need to be in numerical order
- There is credit for correct spelling, punctuation and grammar
- You need to communicate appropriately
- Check your work carefully
- The use of an english or bilingual dictionary is not allowed

## PART I – READING COMPREHENSION

### TEXT : SOUTHWEST CONSTRUCTION

Southwest Construction is a thriving construction business in Western Sydney. The business is owned by Tony, a qualified builder who specialises in bricklaying, floor and wall tiling, and installation of air-conditioning systems. Besides Tony, the owner, the business employs two full-time people and also has two sub-contractors.

Tony's business has grown steadily in, recent years, allowing him to take on larger-scale projects. However, Tony has experienced some cash-flow problems. One problem is that there is a lag between the cash going out and the cash coming in from jobs. He has to pay wages, which are paid fortnightly, and to pay suppliers who are generally paid on delivery of the goods or within seven days; the invoices which he sends out are usually for a 30 % deposit to be paid immediately, and then the balance for full payment is billed 30 days after completion or the work.

Tony also waits until the end of the month to invoice all the finished jobs, so he can do all the paperwork at one time. He also does not like hassling people for money and he tends to let outstanding debts go on too long before following them up as he does not want to upset customers that could give him more work in the future.

To manage this problem, Tony uses credit cards to supplement his cash when needed, and then pays the credit card off once payments come in. This system is expensive in interest costs and also difficult to manage because sometimes the amount of money accessed on credit cards adds up to a high figure and even exceeds his available credit limit.

Tony finds it increeasingly difficult to manage cash flow. The larger-scale projects mean that his cash requirements and problems are made worse because there are larger amounts of cash going out and there are longer delays for cash coming in.

The problem is that Tony is paying his creditors late all the time and there is a risk of some suppliers refusing to sell to him. The larger projects also require him to purchase expensive pieces of equipment and this places an additional strain on his finances. Clearly Tony is now in cash crisis and the current state cannot continue or Tony will be at severe risk of losing his business.

Firstly, Southwest Construction is experiencing a cash shortage because there is a gap between cash inflows and outflows. This is due to the fact that the company does not have a prompt billing system. For example, when Tony completes a few projects in the first two weeks of the month, instead of billing customers instantly, he waits till the end of the month to get all completed projects invoiced at one time.

Secondly, large projects take an average of six weeks to complete, creating additional delay in billing and getting paid.

Finally, two of their current projects require special equipment, and this means a large amount of cash outlay. Unfortunately, Southwest Construction has no cash to pay this.

***Source : Case study from the website of the New South Wales Government, Australia***

**Exercise 1 : Read the article and answer the questions (4 marks)**

1. Why is there a danger that the suppliers may not want to work with the company anymore ?
2. What could happen if Tony allows the situation to continue ?
3. Why is there a gap between cash inflows and outflows ?
4. Why might Southwest Construction not be able to finish two of their current projects ;

**Exercise 2 : Are these statements about Southwest Construction true or false ? (5 marks)**

1. Tony's business has not been successful up till now
2. The company is having problems paying its bills
3. The owner sends out invoices for work as soon as it is completed
4. Tony asks people to pay their bills promptly
5. The payments Tony makes with his credit card are sometimes more than the amount he is allowed to spend with it.

**Exercise 3 : Find words in the article to replace the words underlined in the sentences below (7 marks)**

1. If there **is** a delay between money coming into the company and money going out, you have a cash-flow problem
2. I pay my canteen bills at work every two weeks
3. We have already paid 20% of this; when do we have to pay the rest ?
4. We must remember to send them the bill next week
5. They keep calling up and bothering us about an invoice we have never received
6. The money which people owe us from last month is more than 30000 euros
7. You could add to your cash income by sending out the bills on time.

## PART II : TRANSLATION (12 marks)

Translate into French the last four (4) paragraphs of the reading passage from : « the problem is that Tony is paying his creditors late all the time..... unfortunately, Southwest Construction has no cash to pay this ».

## PART III : TERMINOLOGY PRACTICE

**Exercise 1 : Match the underlined phrases to similar phrases in the box (9 marks)**

| |
|---|
| ***« Budgeted income statement - capital employed 4 - current assets 8 Current liabilities 9 - debtors 5 - net income 1 - stock 7 Turnover 3 - work-in-progress » 6*** |

A. Two documents provide the necessary information for the most important decisions about the strength of a business : a (1) forecast profit and loss account and the present balance sheet.

B. A study of profitability must look at the relationship between :

- (2) income after all costs have been deducted and (3) total invoiced sales ?
- net income and the amount of (4) money invested in the business .

C. A study of a company 's ability to make enough cash should show :

- If the planned cash balance is satisfactory
- If (5) people who owe money are likely to pay on time

- (6) work which has been contracted but not yet invoiced or (7) finished goods which will one day be sold
- If the relationship between fixed assets and (8) cash or other items of value which can easily be converted into cash is satisfactory
- If the relationship between current assets and (9) debts due for payment is satisfactory, i.e. current assets should be much greater than liabilities.

Management should be careful with forecasts, because budgeting is not a science and forecasts cannot be exact.

**Exercise 2 : The phrases on the left are commonly used in considerations of the financial strength of a company. Match each one to an appropriate explanation on the right. (11 marks)**

| | |
|---|---|
| C 1. company accounts | a. The description of income and expenditure in a specific accounting period |
| d 2. Profit and loss acco~~-~~on th~~eunt~~ | 7 b. Items of value which are not easily changed into cash but which the business needs |
| J 3. Balance sheet | 1 c. Documents showing income, expenditure, assets and liabilities, sales records, etc |
| i 4. Opening balance | 6 d. Major spending on large items for the business such as property or equipment |
| f 5. Closing balance | 8 e. Cash items or items that can easily be changed into cash for the present financial year |
| d 6. Capital expenditure | f. The amount of money held in cash or near cash at the end of the accounting period |
| b 7. Fixed assets | 11 g. The cost of borrowing from a bank |
| c 8. Current assets | 10 h. Money made by the company less all costs but before tax has been paid |
| k 9. Net sales | 4 i. The amount of money held in cash or near cash at the start of the accounting period |
| h 10. Pre-tax profit | 3 j. The overall picture of assets and liabilities |
| g 11. Interest paid | 9 k. The profit from sales after direct costs have been deducted |

**Exercise 3 : Below are headings from newspapers reports on the business environment . Choose the best explanation of the keywords from a), b) or c). (12 marks)**

1. US growth hits new high : Growth means :

| | | |
|---|---|---|
| a) increased gross domestic product – GDP – or the increase in total sales revenue | b) improved exports for the US economy | c) increased value of companies on the New York Stock Exchange |

2. Consumer confidence down in Germany : Consumer confidence means :

| | | |
|---|---|---|
| a) what people think about German industry | b) what people think of their personal economic situation | c) what shop owners think of business prospects |

3. Japan's trade surplus falls : Trade surplus means

| | | |
|---|---|---|
| a) the positive balance in exports over imports | b) the value of sales | c) the share value of the top 100 Japanese companies |

4. Tokai bank writes off Yen 8bn in bad debts : to write off debts means :

| | | |
|---|---|---|
| a) get the money back from creditors | b) forget the money since the loans are not going to be paid back | c) demand the money back immediately |

5. Cleveland Best Inc. announces de-merger : A de-merger is :

| | | |
|---|---|---|
| a) a temporary division | b) a decision to split a company into two parts | c) a return to two separate entities following a period as one company |

6. Ireland's trade deficit with Germany smaller : A trade deficit is

| | | |
|---|---|---|
| a) where exports are larger than imports | b) a positive balance in favour of sales over debts | c) where the value of imports is greater than the value of exports |

7. Oil Industry confidence hit by over capacity and oil price slump : over capacity means :

| | | |
|---|---|---|
| a) the industry is not producing enough to meet demand | b) production facilities are not working to their potential | c) supply is greater than demand |

8. Italian chemical conglomerate to break up : A conglomerate is :

| | | |
|---|---|---|
| a) a large manufacturing company | b) a multinational company | c) a large holding company with many subsidiaries |

9. Worldwide PC sales soar 70 per cent : To soar means

| | | |
|---|---|---|
| a) increase by a large amount | b) go up a little | c) fall dramatically |

10. Corporate phone bills to fall : Corporate means ;

| | | |
|---|---|---|
| a) large | b) big business | c) personal, domestic and business |

11. Worldewide corporate tax hits 40 per cent : Corporate tax means

| | | |
|---|---|---|
| a) special rate of tax on companies with large turnovers | b) taxes on any business activity | c) taxes on everyone private individuals and companies |

12. James Inc. makes 2bn dollars from home entertainments sell-off : A sell-off is

| | | |
|---|---|---|
| a) a successful sales campaign | b) a special promotion of low price goods | c) a decision to sell a subsidiary in an industrial group |

**Exercise 4 : Mark the following sentences as True or False. If they are false, explain why.** **(20 marks)**

| | True | False |
|---|---|---|
| 1. Inflation is a measure of increasing prices | | |
| 2. High inflation generally means increasing unemployment | | |
| 3. A healthy consumer economy always means lower unemployment | | |
| 4. Higher investment in training and education is easier during a low point in the economic cycle | | |
| 5. A tight fiscal policy means high taxation and high government spending | | |
| 6. Governments need to control their borrowing requirement | | |
| 7. A high value of the local currency is good for exports | | |

| | | |
|---|---|---|
| 8. Housebuilding is seen as a good indication of what is happening in the domestic economy | | |
| 9. Gross national product (GNP) is a measure of the annual value of sales of goods and services in a country, and it does not include sales for companies abroad | | |
| 10. Capacity utilization is a measure of how many people are in work | | |
| 11. Generally high levels of supply and low levels of demand means unemployment falls | | |
| 12. Growth creates wealth and wealth creates jobs | | |
| 13. Rationalization means cutting labour costs so people lose their jobs | | |
| 14. Increased investment in real terms means increased investment above inflation rates | | |
| 15. A balance of payments deficit means a company is spending more than it earns | | |
| 16. Fluctuations in exchange rates do not trouble financial planning | | |
| 17. If inflation is rising, a central bank will probably raise interest rates | | |
| 18. Stable and low inflation and interest rates are an economic 'good thing' | | |
| 19. High government spending can help to control inflation | | |
| 20. High labour mobility is generally good for an economy. | | |

**PART IV : WRITING** **(20 marks)**

Discuss what role the CPAs (Certified Public Accountants) play in the economic development of your country (in not more than 40 lines).

UEMOA

# EXAMENS DU DIPLOME D'ETUDES SUPERIEURES DE COMPTABILITE ET GESTION FINANCIERE
# (DESCOGEF)
# SESSION 2019

## EPREUVE DE TECHNIQUES COMPTABLES ET PROBLEMES JURIDIQUES

**DUREE : 5 heures**

- La liste des comptes du Plan comptable OHADA est autorisé.
- La calculatrice de poche à fonctionnement autonome sans imprimante et sans aucun moyen de transmission, à l'exclusion de tout autre élément matériel ou documentaire.
- Le sujet se présente sous la forme de 5 dossiers indépendants et comporte 17 pages.
- Il vous est demandé de vérifier que le sujet est complet dès sa mise à votre disposition.
- Si le texte du sujet, de ses questions ou des annexes conduit à formuler une ou plusieurs hypothèses, il est demandé de la (de les) mentionner explicitement dans la copie.
- Un soin particulier doit être apporté à la présentation de la copie. Les écritures comptables devront comporter les noms des comptes et un libellé.
- Toutes les réponses ***aux questions du QCM*** doivent être sur les copies.

**Barème de notation**

Il est important de présenter clairement votre copie.

Dossier I : 4 pts
Dossier II : 4 pts
Dossier III : 2,5 pts
Dossier IV : 5,5 pts
Dossier V : 4 pts

## DOSSIER I : AUDIT LEGAL

La SA NETFAST leader régional depuis une dizaine d'années de la vente en ligne, envisage au cours de l'exercice N, dans sa diversification, d'acquérir la SARL MINOT société de fabrication des articles pour bébé qui connait une belle évolution depuis le lancement de ses activités il y a quatre (4) ans.

La SARL MINOT ne remplit pas les conditions de nomination de commissaire aux comptes, néanmoins a désigné Mme TANDJA comme Commissaire aux comptes depuis l'exercice N-2.

Le capital de la SARL MINOT est composé de 1 000 parts de 1 000 FCFA la part. Il est détenu à 100% par Mme BAKO.

Monsieur OSSENI est le commissaire aux comptes de NETFAST depuis l'exercice N-1 et sa mission est très bien appréciée par la gouvernance de la société.

Le Président du Conseil d'administration (PCA) souhaite ainsi confier à Monsieur OSSENI un certain nombre de travaux sur la SARL MINOT dans le cadre de cette acquisition. L'objectif du PCA de NETFAST, étant d'avoir suffisamment de certitude sur cette acquisition.

La société NETFAST a souhaité que la société MINOT lui présente les comptes prévisionnels sur lesquels Monsieur OSSENI doit faire les diligences.

Mme BAKO, a fait fabriquer des articles pour son petit-fils en octobre N d'une valeur de 1 500 000 FCFA sur le marché, mais a dû régler ces articles à 90% du prix.

Finalement, l'acquisition a eu lieu le 30 décembre N, par la cession de 450 parts de la société MINOT signée et enregistrée à cette date ; Mme BAKO restant majoritaire et gérante.

Le 15 mai N+1, alors que les comptes ont été arrêtés par la gérante pour l'exercice clos au 31.12.N et le commissaire aux comptes a fait son rapport, un incendie a été déclaré au magasin principal de la société MINOT. Une bonne partie du stock a été touchée causant des dégâts de 55 000 000 FCFA.

L'assemblée générale ordinaire pour l'approbation des comptes clos au 31 décembre N de la société MINOT tenue le 24 juin N+1, a décidé de distribuer de dividendes.

### Travail à faire

En tant qu'aspirant au DESCOGEF et à l'aide du texte en préambule et des annexes 1 et 2, on vous soumet les préoccupations suivantes dans le cadre d'un audit légal.

1- Sur la demande de NETFAST adressée à la société MINOT sur les comptes prévisionnels, Monsieur OSSENI peut-t-il accepter cette mission ? si oui, quelle est la nature d'une telle mission et quelles sont les diligences à mettre en place ?

2- Sur la base de l'annexe 2, précisez les travaux qui peuvent être réalisés par le commissaire aux comptes parmi tous les travaux préparatoires à l'opération d'acquisition

3- Quels sont les outils et les techniques que le commissaire aux comptes utilise lors de l'évaluation du contrôle interne ?

4- Sur la base de l'annexe 1 quelles sont les faiblesses et les risques du contrôle interne de la société MINOT ?

5- En tant qu'assistant de Mme TANDJA, comment jugez-vous l'opération réalisée par Mme BAKO en octobre N pour son petit-fils ?

6- Quelle est la conséquence de l'incendie du 15 mai N+1 sur la mission du commissaire aux comptes et sur le déroulement de l'assemblée générale ordinaire du 24 juin N+1 ?

## DOSSIER II : CONSOLIDATION

Le Groupe KYA évoluant dans le secteur minier, comporte plusieurs entités dans la diversification horizontale. Ces entités sont :

- SA KYA basée à Abidjan
- SARL AKILA basée à Bissau
- SA BRI basée à Port-Gentil
- SA TINA basée à Sikasso
- SA LYSSE Basée à Zinder
- SA VIVO basée à Takoradi au Ghana

Le groupe souhaite avoir les services du cabinet comptable dans lequel, vous évoluez. Un certain nombre de préoccupations vous sont adressées dans le cadre de la consolidation des comptes du groupe. Vous disposez des annexes 3 à 5 pour le traitement.

**Travail à faire**

1. Présentez sous forme de tableau avec des justifications à l'appui, les pourcentages de contrôle et d'intérêt et les méthodes de consolidations du groupe KYA.

2. Sur la base de l'annexe 4, enregistrez les opérations de pré consolidation du groupe KYA.

3. Sur la base de l'annexe 5, après avoir rappelé la règle qui s'applique, présentez la conversion du bilan de la société VIVO plc.

4. Passez les écritures de partage des capitaux propres de la société VIVO plc.

## DOSSIER III : FUSION

La société à responsabilité limitée X absorbe la société Y.

Le contrat de fusion précise que le rapport (ou parité) d'échange des titres sera établi à partir des valeurs mathématiques comptables à l'exception des actions X détenues par la société Y qu'il conviendra d'évaluer équitablement, et d'un fonds commercial évalué à 560 000 F chez la société Y et à 800 000 F chez X.

Les bilans des deux sociétés s'établissent ainsi au moment de l'absorption :

Bilan société X

| ACTIF | Brut | Amort/ prov | Net | PASSIF | Montant |
|---|---|---|---|---|---|
| Immobilisations | 4 500 000 | 1 000 000 | 3 500 000 | Capital (1) | 3 000 000 |
| corporelles | 500 000 | | 500 000 | Réserves | 1 000 000 |
| Stocks et encours | 250 000 | | 250 000 | Dettes (2) | 300 000 |
| Créances | 50 000 | | 50 000 | | |
| Disponibilités | | | | | |
| **TOTAL** | **5 300 000** | **1 000 000** | **4 300 000** | **TOTAL** | **4 300 000** |

Bilan société Y

| ACTIF | Brut | Amort/prov | Net | PASSIF | Montant |
|---|---|---|---|---|---|
| Immobilisations | 2 500 000 | 800 000 | 1 700 000 | Capital (4) | 2 000 000 |
| corporelles | 500 000 | | 500 000 | Réserves | 500 000 |
| Participations (3) | 300 000 | | 300 000 | Dettes (2) | 250 000 |
| Stocks et encours | 220 000 | 20 000 | 200 000 | | |
| Créances | 50 000 | | 50 000 | | |
| Disponibilités | | | | | |
| **TOTAL** | **3 570 000** | **820 000** | **2 750 000** | **TOTAL** | **2 750 000** |

(1) : 3 000 actions de 1 000 F de nominal
(2) : fournisseurs
(3) : 400 actions de la société X achetées 1 250 F l'une
(4) : 1 000 actions à 2 000 F de nominal

***Travail à faire*** :
Analyser cette situation de fusion et passer les écritures chez l'absorbante.

1- Quelle est la valeur de l'action X ?

- ❑ 1 333
- ❑ 1 600
- ❑ 2 000

2- Quelle est la valeur de l'action Y ?

- ❑ 2 500
- ❑ 3 060
- ❑ 3 200

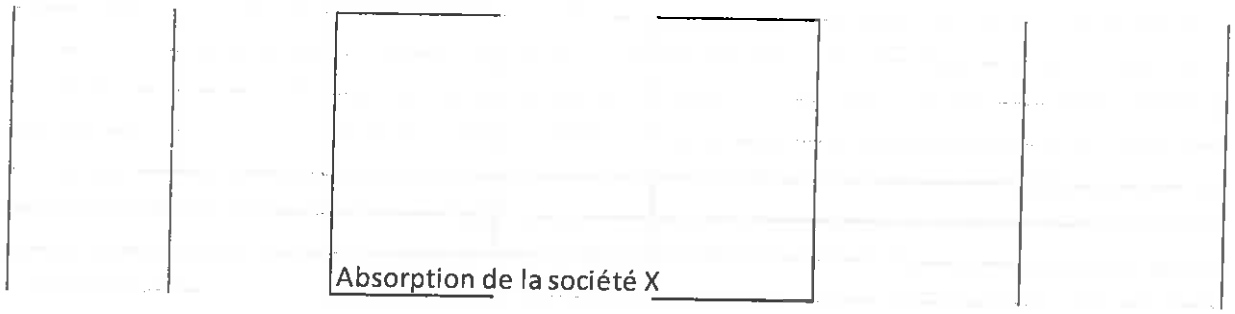
3- Quelle est la parité d'échange ?

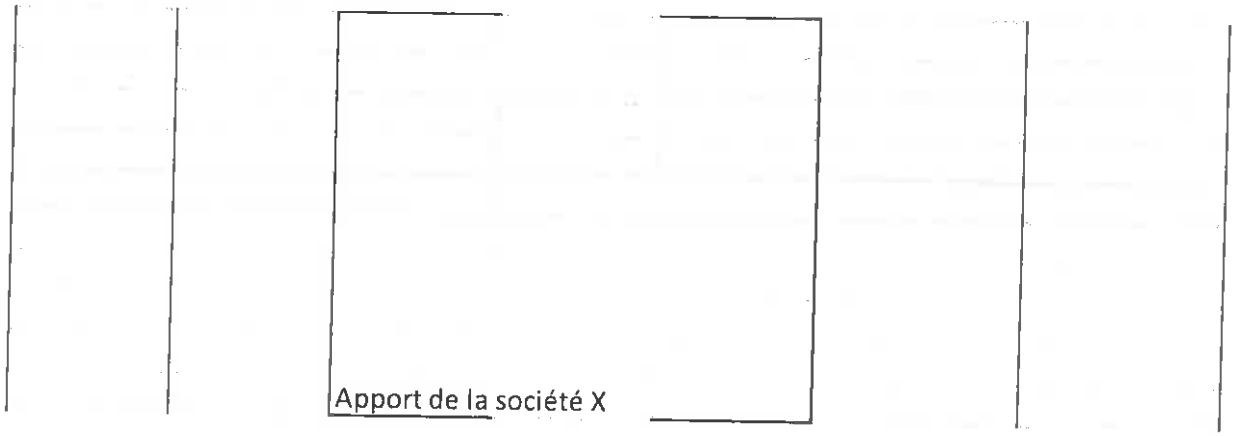
- ❑ 1 action X pour 2 actions Y
- ❑ 1 action Y pour 2 actions X
- ❑ 1 action Y pour 1 actions X

4- Quelle est le nombre de titres à créer ?

- ❑ 2 000
- ❑ 1 000
- ❑ 1 500
- ❑ 1 300

5- Ecritures chez l'absorbante



## DOSSIER IV : LIQUIDATION

Les associés de la Société TINA suite à une situation de mésentente ont décidé dans une assemblée générale extraordinaire tenue le 31 juillet N, de dissoudre la société. Les derniers états financiers sont communiqués en annexe 6 sur la base de la valeur comptable.

Monsieur BARADJI, associé et représentant de la SA GREEN a été désigné par l'assemblée générale extraordinaire comme liquidateur.

**Travail à faire**

1. La désignation de M. BARADJI est-elle valable ? Pourquoi ?
2. Quel est le sort du commissaire aux comptes de la SA TINA suite à la dissolution ?
3. Sur la base de l'annexe 7, Enregistrez les opérations de liquidation de la SA TINA.
4. Présenter le bilan de liquidation.
5. En s'appuyant sur le texte et les informations liées au dossier 2, enregistrez les opérations de partage à l'issue de la liquidation.
6. Quelle distinction peut-on faire entre une dissolution et une liquidation ?
7. Peut-on avoir une dissolution sans liquidation ? Pourquoi ?

## DOSSIER V : TECHNIQUES COMPTABLES APPROFONDIES- IFRS

1 – La SA Kea a été créée le 10 avril N. La valeur nominale des actions est de 20 F. Au 31 décembre N, le compte 4614 « Associés, capital appelé non versé » se présente comme suit dans le grand-livre :

| Date | Libellé | Débit | Crédit |
|---|---|---|---|
| 10/04/N | Promesses d'apport | 42 500 | |
| 10/04/N | Libération des actions d'apport | | 25 000 |
| 15/04/N | Libération des actions de numéraire | | 17 500 |
| 01/09/N | Appel du 3e quart | 8 750 | |
| 30/09/N | Libération des apports | | 7 800 |
| 01/11/N | Défaillance de M. Daure | | 950 |
| | Totaux | 51 250 | 51 250 |
| 31/12/N | Solde | 0 | 0 |

Quel est le montant du capital de la société ? .....

Quel est le nombre d'actions émises en contrepartie d'apports en nature ?
.....

Quel est le nombre d'actions émises en contrepartie d'apports en numéraire ?
.....

Combien d'actions possédait l'actionnaire défaillant ? .....

Quels sont les soldes, au 31 décembre N, des comptes :

1011 :
.....
1012 :
.....
1013 :
.....

2 – Le droit d'attribution est le droit que paie l'actionnaire ancien pour avoir droit à des actions gratuites.

- ❑ Vrai
- ❑ Faux

3 – L'augmentation de capital par apport en numéraire, apport en nature et par incorporation de réserves, entraine une modification des capitaux propres.

- ❑ Vrai
- ❑ Faux

4 – Une variation négative des stocks de marchandises signifie que :

- ❑ Stock initial < stock final
- ❑ L'entreprise est en situation de stockage
- ❑ Le solde du compte 6031 « variation des stocks de marchandises » est créditeur

5 – L'écart de conversion actif correspond à :

- ❑ Une augmentation de créances
- ❑ Une diminution de dettes
- ❑ Une augmentation de dettes
- ❑ Une diminution de créances

6 – L'écart de conversion passif correspond à :

- ❑ Une augmentation de créances
- ❑ Une diminution de dettes
- ❑ Une augmentation de dettes
- ❑ Une diminution de créances

7 – Acquisition d'un ensemble immobilier comprenant

- Terrain 15 000 000
- Bâtiment 45 000 000

❑

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| 22 | | Terrain | 15 000 000 | |
| 23 | | Bâtiment | 45 000 000 | |
| | 481 | Fournisseur | | 60 000 000 |

❑

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| 23 | | Bâtiment | 60 000 000 | |
| | 481 | Fournisseur | | 60 000 000 |

❑

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| 22 | | Terrain | 15 000 000 | |
| 23 | | Bâtiment | 45 000 000 | |
| | 401 | Fournisseur | | 60 000 000 |

8 – Acquisition de titres de participation aux conditions suivantes :

- prix d'achat 20 000 000
- droit de mutation 2 000 000
- honoraires 1 500 000

❑

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| 26 | | Titres de participation | 20 000 000 | |
| 6311 | | Frais sur titres | 3 500 000 | |
| | 401 | Fournisseur | | 3 500 000 |
| | 481 | Fournisseur d'immo | | 20 000 000 |

❑

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| 26 | | Titres de participation | 23 500 000 | |
| | 481 | Fournisseur d'immo | | 23 500 000 |

❑

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| 2022 | | Frais d'acquisition | 3 500 000 | |
| 26 | | Titres de participation | 20 000 000 | |
| | 401 | Fournisseur | | 3 500 000 |
| | 481 | Fournisseur d'immo | | 20 000 000 |

9 – Cession de titres de participation

- valeur d'acquisition 35 000 000 F
- prix de cession 43 000 000 F

❑

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| 816 | | Valeurs comptables | 35 000 000 | |
| | 26 | Titres de participation | | 35 000 000 |
| 485 | | Créances sur cessions | 43 000 000 | |
| | 826 | Produits de cession | | 43 000 000 |

❑

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| 485 | | Créances sur cessions | 43 000 000 | |
| | 261 | Titres de participation | | 35 000 000 |
| | 82 | Gains sur cession | | 8 000 000 |

10 - Achats de marchandises (inventaire intermittent)

Valeur brute : 20 000 000 F ; Remise 10% ; Transport : 300 000 F

❑

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| 601 | | Achats de marchandises | 18 000 000 | |
| 61 | | Transport | 300 000 | |
| 4452 | | TVA | 3 240 000 | |
| | 401 | Fournisseurs | | 21 540 000 |

❑

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| 601 | | Achats de marchandises | 18 300 000 | |
| 4452 | | TVA | 3 240 000 | |
| | 401 | Fournisseurs | | 21 540 000 |

11 - Sur une dette en dollar, on constate un écart de conversion actif de 200 000 F

❑

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| 40 | | Dettes | 200 000 | |
| | 478 | Ecart de conversion actif | | 200 000 |

❑

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| 478 | | Ecart de conversion actif | 200 000 | |
| | 40 | Dettes | | 200 000 |

12 - Toutes les normes IFRS sont-elles applicables dans les comptes personnels des entités situées dans l'espace OHADA ?

13 - Les comptes consolidés sont-ils obligatoirement établis selon les normes internationales IFRS dans les pays de la CEMAC Etats parti du traité de l'OHADA et en Guinée ?

14 - Les marques et le fonds commercial (portefeuille d'une clientèle fidèle notamment) générés ou acquis par l'entreprise peuvent-ils figurer à l'actif du bilan ?

15 - Lorsqu'ils figurent au bilan, comment la perte de valeur du fonds commercial est-elle constatée ?

16 - Quelles sont les 3 types de contrats dans lesquels le SYSCOHADA impose la comptabilisation à l'actif des biens pris en location ?

17 - Lesquels des sites internet produits ou acquis par l'entreprise sont inscrits au bilan ? Lesquels des brevets le sont aussi ?

18 - Quel traitement comptable fait-on pour les éléments cités ci-après dans le calcul du coût de production des produits finis :

- Quote-part des coûts fixes liés à la sous activité
- Intérêts d'emprunt pendant la période de production de moins de douze mois
- Cout de distribution des produits

19 - Citer 2 provisions prévues par le SYSCOHADA pour lesquelles, il est prévu l'actualisation des provisions.

20 - Indiquez à la fin du tableau quel traitement comptable sera donné aux obligations résultant de la combinaison des éléments ci-après dans les 6 situations suivantes :

| Situations | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Existence d'une obligation actuelle vis de tiers | OUI juridique | OUI contrac-tuelle | NON Poten-tielle | OUI implicite | OUI juridique | OUI Contrac -tuelle |
| Obligation est née avant le 31 décembre | OUI | Evènem ent non confirm é | OUI | OUI | OUI | OUI |
| Sortie de ressources probable | OUI | OUI | OUI | NON certaine | OUI | NON certaine |
| Evaluation fiable | OUI | OUI | OUI | OUI | NON | NON |
| **Traitement comptable ?** | | | | | | |

## ANNEXES

**Annexe 1** : Extraits des procédures du cycle Achats/ Fournisseurs de la société MINOT :

1. Passation des commandes :

- Pour l'achat des différentes matières utilisées pour la confection des articles, Mme DIANE responsable du magasin qui passe les commandes aux fournisseurs ;
- Pour les frais divers ce sont directement les services concernés qui contactent le fournisseur ;
- Chaque service passe les commandes selon la méthode qu'il a instituée : téléphone, courrier, mail.

2. Livraison des fournisseurs :

- La livraison ne donne pas lieu à un bon de réception ;
- Chaque service conserve le bon de livraison adressé par le fournisseur.

3. Factures :

- La facture est reçue par le service comptable ;
- Comptabilisation des factures par M. KOUAO chargé de la comptabilité fournisseurs ;
- Enregistrement des factures dans un échéancier ;
- Classement dans le dossier fournisseur.

4. Règlements :

- Par chèque bancaire établi par M. KOUAO ;
- Signature par le directeur général ;
- Enregistrement en comptabilité par Mlle KANE et M. KOUAO ;
- Mlle KANE s'occupe de l'enregistrement des opérations de banques et du rapprochement bancaire ;
- Mlle KANE enregistre parfois les opérations sur la base des relevés bancaires ;
- Envoi des chèques par courrier par M. KOUAO.

**Annexe 2** : Travaux prévus pour l'opération d'acquisition

- Appréciation du marché, de l'organisation, des objectifs et des prévisions d'activité de la société MINOT ;
- Appréciation des éléments comptables et financiers historiques ;
- Préparation des comptes prévisionnels ;
- Proposition d'ajustements des comptes et de retraitements comptables ;
- Appréciation de la qualité des procédures de contrôle interne ;
- Participation aux négociations du prix d'acquisition ;
- Appréciation de l'opportunité du montage juridique et financier de l'opération ;
- Participation à la rédaction du protocole de vente.

**Annexe 3** : Informations sur le groupe KYA

| Sociétés | KYA | AKILA | BRI | TINA | VIVO | LYSSE |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Capital | 100 000 000 | 500 000 000 | 30 000 000 | 10 000 000 | 660 000 | 40 000 000 |
| Nombre de titres | 10 000 actions | 50 000 actions | 3 000 actions | 1 000 actions | 7 500 shares | 4 000 actions |
| Participation KYA | X | 20 000 actions | 1 500 actions | 55 actions | 5 000 shares | 1 500 actions |

**Notes sur la composition du capital :**

- Actionnaire de la SA AKILA :
  - SA KYA : 20 000 actions ordinaires
  - SA ZED : 18 000 actions ordinaires
  - Autres : 12 000 actions dont 11 000 actions à dividende prioritaire sans droit de vote.
- La société KYA partage le contrôle de la SA BRI avec un autre actionnaire important.
- Le capital de la SA TINA comporte les sociétés SA MEZZO pour 900 actions et SA GREEN pour 45 actions.
- La SA KYA participe de temps en temps à la politique financière de la SA LYSSE. Elle est représentée également dans les organes de direction.

**Annexe 4** : Opérations inter compagnies : Soldes des comptes au 31.12.N entre la SA AKILA et la SA KYA

**Chez SA AKILA** :

| | | | |
|---|---|---|---|
| Créances clients KYA | FCFA | 14 950 000 | Solde débiteur |
| Ventes de marchandises/KYA | FCFA | 82 450 000 | Solde créditeur |

**Chez SA KYA** :

| | | | |
|---|---|---|---|
| Stocks de marchandises | FCFA | 23 450 000 | Solde débiteur |
| Dettes AKILA | FCFA | 11 750 000 | Solde créditeur |
| Achats de marchandises/ AKILA | FCFA | 79 250 000 | Solde débiteur |
| Variation stocks | FCFA | 9 300 000 | Solde créditeur |

**Notes supplémentaires :**

- La société SA AKILA a fait l'acquisition d'un bâtiment le 1er janvier N-1, pour une valeur de 230 000 000 FCFA. Ce bâtiment dont la toiture a couté trente millions de FCA (intégrée dans le coût du bâtiment) est amorti sur 20 ans. Chaque 5 ans les grosses dépenses doivent être engagées pour la rénovation de la toiture. Montant estimé à 20 000 000 FCFA.
  Les comptes individuels ont été provisionnés à hauteur de 5 000 000 FCFA par exercice de provision hors considération de l'actualisation à compter de l'exercice d'entrée dans le patrimoine.
  La valeur résiduelle de la structure est de 20 000 000 FCFA et pour le composant elle est proche de zéro.
  Le mode d'amortissement est linéaire.

  Les comptes individuels de la société avaient pris en compte une provision pour renouvellement de l'immobilisation alors que les règles de la consolidation exigent l'approche par composant.

- Les factures de ventes ont été régulièrement délivrées pour cet exercice ainsi une facture de AKILA n'est pas encore parvenue à KYA pour la période ;

- Le taux de marge inter groupe est de 20% du prix de vente ;

- Le taux d'imposition à 25%.

**Annexe 5** : Informations sur VIVO plc

La société VIVO plc est basée à Takoradi et établit ses comptes en Ghana cedi (GHS). Elle a été créée il y a quatre ans par KYA qui détient 5 000 « shares » dès la création. Vous considérez que le Ghana n'est pas un pays de forte inflation. La filiale a une autonomie qui lui a permis de présenter ses comptes dans la monnaie locale. Aucune distribution de résultat n'a été réalisée depuis la création. Ces résultats sont les suivants :

Résultats mis en réserve :

| | |
|---|---|
| N-3 | 130 000 |
| N-2 | 243 000 |
| N-1 | 350 000 |
| Total | 723 000 |

Les comptes en traduction française de la société VIVO plc sont les suivants en GHS au 31 décembre N :

**Bilan VIVO plc au 31.12.N**

| Libellé | Brut | Amort/Prov | Net | Libellé | Montant |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | | Capital | 660 000 |
| | | | | | |
| Terrain | 150 000 | | 150 000 | Résultat | 250 000 |
| Bâtiment | 445 000 | 50 000 | 395 000 | Report à nouveau | 350 000 |
| Matériels | 364 000 | 84 000 | 280 000 | Réserves | 373 000 |
| | | | | | |
| Stocks | 540 000 | | 540 000 | | |
| Clients | 130 000 | | 130 000 | Emprunt | 135 000 |
| Autres créances | 60 000 | | 60 000 | Dettes commerciales | 150 000 |
| | | | | Dettes fiscales et sociales | 115 000 |
| | | | | | |
| | | | | | |
| Trésorerie | 478 000 | | 478 000 | | |
| | | | | | |
| **TOTAL** | **2 167 000** | **134 000** | **2 033 000** | **TOTAL** | **2 033 000** |

Taux de conversion pour 1 (GHS) :

| Années | Cours | Cours moyen annuel |
|---|---|---|
| Création | 113,51 | |
| N-3 | 113,65 | 113,50 |
| N-2 | 114,20 | 114,30 |
| N-1 | 114,25 | 113,60 |
| N | 113,10 | 112,30 |

**Annexe 6** : Informations sur la société SA TINA

**Bilan comptable de la SA TINA au 31.07.N+1 en KF**

| Libellé | Brut | Amort/Prov | Net | Libellé | Montant |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | | Capital | 10 000 |
| Logiciel | 7 500 | 1 000 | 6 500 | | |
| Terrain | 1 500 | | 1 500 | Résultat | -25 000 |
| Bâtiment | 125 000 | 45 000 | 80 000 | Report à nouveau | -15 300 |
| Matériels | 25 000 | 8 848 | 16 152 | Réserves légales | 2 000 |
| | | | | Autres réserves | 160 000 |
| | | | | | |
| Stocks | 98 000 | 9 000 | 89 000 | | |
| Clients | 190 000 | 30 000 | 160 000 | Dettes commerciales | 150 000 |
| Autres créances | 48 | | 48 | Dettes fiscales et sociales | 72 000 |
| | | | | | |
| | | | | | |
| Banque | 500 | | 500 | | |
| | | | | | |
| **TOTAL** | **447 548** | **93 848** | **353 700** | **TOTAL** | **353 700** |

**Annexe 7** : Informations sur la liquidation de la société SA TINA

- Dans le contrat d'utilisation du droit du logiciel une clause a supprimé l'entiercement de ce droit en cas de liquidation ou de cession de l'entreprise.
- Le Terrain est cédé à 25 000 000 FCFA.
- Le bâtiment est constitutif d'un immeuble bâti sur le terrain et est vendu à la même personne à 200 000 000 FCFA.
- Les matériels ont été cédés à un revendeur d'occasion à 20 000 000 FCFA.
- Les stocks sont cédés à une entreprise à 80 000 000 FCFA.
- Les créances d'exploitation sont composées de créances saines de 100 000 000 FCFA soldées dans le cadre de la liquidation alors que l'autre partie essentiellement composée des créances douteuses a été soldée pour tout compte à hauteur de 50 000 000 FCFA.
- Les autres créances sont essentiellement des créances fiscales qui ne peuvent pas être récupérées.
- Les dettes ont été réglées à partir des actifs recouvrés.
- Il y a eu 35 000 000 FCFA engagés comme frais de liquidation.
- Le compte bancaire est destiné à réaliser toutes ces opérations jusqu'au partage.

UEMOA

# EXAMENS DU DIPLOME D'ETUDES SUPERIEURES DE COMPTABILITE ET GESTION FINANCIERE

## (DESCOGEF)

## SESSION 2019

## EPREUVE DE TECHNIQUES COMPTABLES ET FINANCIERES ET PROBLEMES DE GESTION

**DUREE : 5 heures**

Le sujet comprend deux parties
Première partie : Choix des investissements 4 points)
Deuxième partie : Cas Koulikoro Group (16 points)
Cette partie comprend trois dossiers :
Dossier 1 : Diagnostic financier (6 points)
Dossier 2 : Fusion (5 points)
Dossier 3 : Audit (5 points)

**<u>Première partie</u> : Choix des investissements en avenir certain**

La société DOSSIRE spécialisée dans l'extraction du pétrole exerce depuis 2000 dans l'Afrique de l'Ouest. L'extension de ses activités en 2018 nécessitera l'acquisition d'un nouveau matériel Industriel. 15.000.000 HT, d'un matériel roulant 8.000.000 HT, d'une machine 20.000.000 HT et l'utilisation d'un domaine acquit il y a 3 ans à 12.000.000 F. Les frais d'Etude et de recherche s'élève à 754.500 F. les chiffres d'affaires prévisionnels sont consignés dans le tableau ci-dessous :

| Année | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
|---|---|---|---|---|---|
| CA prévisionnel en millions | 36 | 27 | 48 | 60 | 72 |

On vous informe que 20% du Chiffres d'affaires est réalisé à l'exportation. Le besoin en fonds de roulement normatif est de 72 jours CA HT - 400.000.
Le nouveau projet préconise un changement de structure avec un niveau moyen de 10% en termes de diminution des prix et 10% en termes d'augmentation des coûts.
Les clients règlent 10% au comptant, 30% à 30 jours fin du mois et le reste à 90 jours ; la TVA est payée le 15 du mois suivant. Le taux de la TVA est de 15% et le prorata de déduction est de 60%. Les études ont révélé que le prix des terrains dans la zone augmente de 3 % l'an. Par ailleurs le comptable de DOSSIRE a enregistré les frais de recherche dans le compte 626. Les niveaux de charges fixes sont évalués à 5 millions pour les trois premières années et 10 millions pour le reste.
On vous informe également que les charges variables et les charges fixes sont comme les nombres 3 et 2.
De la régression des rentabilités mensuelles calculées sur la base de l'indice de BRVM sur la période 2012-2017, on vous fournit les informations suivantes : Ordonnée à l'origine = 1,11%, pente de la droite =0,62 ; écart-type de l'estimation est de 0,20, coefficient de détermination = 14,65%. L'entreprise a un levier financier actuel de 25% et le taux moyen des dettes s'élève à 9,28% ; le taux sans risque sur le marché financier est de 0,4%.
En ce qui concerne l'aspect fiscal, on supposera que le taux d'imposition des plus-values à long terme est de 18%. L'entreprise a une politique de dividende qui représente 10% de son résultat Net.
La société DOSSIRE utilise le système d'amortissement linéaire constant ; les terrains, matériel Industriel et matériel roulant ont une durée de vie de 5 ans et leur valeur résiduelle est nulle, tandis que la machine a une durée de vie de 10 ans et son prix de revente est estimé à 15.000.000 F.

**<u>Travail à faire</u>**:
A votre avis, le projet d'investissement est-il rentable ? Votre avis sera motivé par la méthode de la VAN.

## Deuxième partie : Cas Koulikoro Group

KOULIKORO Group est le leader malien de l'installation de maisons préfabriquées et de la location de chapiteaux pour l'évènementiel et du matériel de carrière
L'activité du groupe s'organise essentiellement autour de 3 familles de produits :

- Logements préfabriqués selon une technologie américaine : logements sociaux de 200 mètres carrés, logements sociaux de 250 mètres carrés, logements standing moyen de 400 mètres carrés ;
- Location de chapiteau et de matériel de levage et de manutention destiné aux exploitants de carrières : chargeuses pelleteuses à rotation totale, grues automotrices et chariots télescopiques, bennes ;...
- le transport routier, l'acheminement de colis et les activités de locations de camions avec chauffeurs. Cette dernière activité lui permet de se diversifier afin de réduire les risques tout en rentabilisant les investissements lourds. La SAS KOULIKORO TRANSPORT gère l'ensemble de cette activité.

Le chiffre d'affaires par activité se ventile entre vente de logements préfabriqués (83 %), location de matériel (6,5 %) et autres (10,5 %; notamment prestations de financement, de formation, de maintenance et d'assistance et transport routier).

KOULIKORO Group ne fait pas appel public à l'épargne mais doit appliquer la réglementation du SYSCOHADA Révisé pour les comptes consolidés.

Vous venez d'être engagé au sein de la direction financière de KOULIKORO GROUP pour participer à divers travaux, tant au niveau de la société mère que dans les entités du groupe.

Les exercices comptables de toutes les sociétés correspondent à l'année civile.
Le taux d'impôt sur les sociétés à retenir est égal à 33,1/3 %. Le taux de TVA applicable est de 20 % et le droit à déduction est intégral pour l'ensemble des sociétés concernées.

## DOSSIER 1 – DIAGNOSTIC FINANCIER

En collaboration avec le directeur financier de KOULIKORO GROUP, vous êtes chargé(e) de l'établissement des comptes consolidés du groupe et de leur analyse. Vous intervenez sur différents travaux préparatoires liés aux états financiers à produire notamment le tableau de flux de trésorerie consolidé.
Par ailleurs, KOULIKORO GROUP s'inquiète de la montée en puissance du groupe COMPAGNIE DU SUD-EST, originaire du Sénégal Oriental qui lui grignote des parts de marché. Vous êtes consulté pour faire une analyse financière de ce concurrent.

**Travail à faire**

1. **A l'aide des annexes 1 et 2, calculer l'impact de l'impôt sur les sociétés du groupe KOULIKORO GROUP sur ses flux de trésorerie consolidés pour 2015 (au choix à partir de la charge d'impôt exigible ou de la charge d'impôt mentionnée dans le compte de résultat consolidé).**
2. **A l'aide de l'annexe 3, déterminer l'incidence de l'acquisition des titres de la société ELEVATOR sur les flux de trésorerie consolidés du groupe KOULIKORO GROUP :**
   a) **mentionner la (les) catégorie(s) de flux concernée(s) par cette acquisition.**
   b) **chiffrer l'impact sur la trésorerie du groupe à la date d'acquisition.**

Le directeur financier de KOULIKORO GROUP, inquiet de la montée en puissance d'un groupe concurrent, COMPAGNIE DU SUD-EST, vous demande en vue de préparer une analyse financière les informations ci-après :

3. **A partir des annexes 1 et 4, analyser l'activité du groupe COMPAGNIE DU SUD-EST et ses résultats comparativement à ceux du groupe KOULIKORO GROUP en mettant en évidence :**
   a) **le taux de marge nette ;**
   b) **le taux de marge opérationnelle.**
   c) **Que pensez-vous de la pertinence de cette comparaison ?**
4. **A partir de l'annexe 4, effectuer une analyse comparative commentée des flux de trésorerie du groupe COMPAGNIE DU SUD-EST entre 2014 et 2015.**

## DOSSIER 2 – FUSION

La société anonyme KOULIKORO GROUP détient 70% de la société anonyme TOUT POUR LES CARRIERES. Cette filiale est spécialisée dans la vente et la location de gros matériel de levage.

Cette dernière possède des titres de la société anonyme FOURNICARRIERE depuis le 1er juillet 2005.

La société FOURNICARRIERE exerce son activité dans le même secteur, mais pour des matériels de levage et de halage de petit format (crics, grues d'atelier, palan…). Elle est contrôlée par la société ASCOFARI dont l'objet est la location de matériels industriels. Société jadis florissante, la SA FOURNICARRIERE a subi durement les effets de la crise et la société ASCOFARI a négocié son rachat par la SA TOUT POUR LES CARRIERES du groupe KOULIKORO GROUP.

Il vous est remis en annexe 6 les bilans de ces deux sociétés établis au 31 décembre 2014, ainsi que des informations complémentaires se rapportant à l'opération de fusion (annexe 5).

**Travail à faire**

1. **Déterminer la valeur mathématique intrinsèque d'un titre TOUT POUR LES CARRIERES et d'un titre FOURNICARRIERE. Justifier le rapport d'échange inscrit dans le traité de fusion.**
2. **Déterminer les éléments des variations de capital à réaliser par la SA TOUT POUR LES CARRIERES (nombre de titres, valeur nominale des opérations en capital).**
3. **Indiquer et justifier le choix de la valorisation des apports.**
4. **Calculer la prime de fusion et le boni ou le mali de fusion.**
5. **Comptabiliser les écritures de fusion dans les journaux de la SA TOUT POUR LES CARRIERES.**
6. **Enregistrer l'écriture de constatation des frais de fusion dans les journaux de la SA TOUT POUR LES CARRIERES.**

## DOSSIER 3 – AUDIT

Le Directeur financier de KOULIKORO GROUP sollicite votre aide pour les affaires de sa propre famille. En effet, la préparation de la certification des comptes par le commissaire aux comptes l'inquiète car il a notamment relevé des anomalies dans la gestion des relations avec les points de vente.

Ces affaires gérées par sa femme sont constituées principalement de magasins de vente de produits exotiques bio et de produits cosmétiques à base d'essences tropicales rares qui concurrencent les produits Yves Rocher. Ces produits sont diffusés en Europe, aux USA et dans les capitales africaines dans 100 points de vente. Le groupe a recours à des succursales, des franchisés, des enseignes multimarques et des commissionnaires affiliés. Ces derniers représentent 20 points de vente.

Les commissionnaires affiliés sont des commerçants indépendants liés au groupe par un contrat de commission d'affiliation. Dans le cadre des accords contractuels conclus avec les commissionnaires affiliés, la société NATURE demeure propriétaire du stock, la société NATURE comptabilise l'intégralité du chiffre d'affaires, les commissionnaires affiliés reversent les recettes le 15 du mois suivant sous déduction d'une commission de 27 %. Ces commissions sont calculées sur la base du chiffre d'affaires transmis par les commissionnaires affiliés.

Les invendus sont renvoyés par les points de vente en fin de saison à la société NATURE. Face à l'afflux des retours en fin de saison, les services de la société NATURE ne sont pas en mesure d'identifier les marchandises retournées par chacun des magasins.

Bien que le groupe NATURE ait mis en place un logiciel intégré spécifique dont les modules de gestion commerciale et de caisse enregistreuse sont installés dans certains de ses points de vente, les caisses enregistreuses sont assez mal utilisées notamment par les commissionnaires affiliés.

Tous les soirs, une fois les magasins fermés, chaque responsable doit réaliser un inventaire physique de sa caisse. Le montant des encaissements en espèces, chèques et cartes bancaires est inscrit sur un bordereau créé par le responsable. L'état est daté mais il n'est pas signé ; il est conservé par le commissionnaire affilié.

A chaque fin de mois, le responsable transmet au groupe le détail journalier de sa caisse et son chiffre d'affaires mensuel.

Un audit interne a révélé un certain nombre d'irrégularités dans la gestion de certains commissionnaires affiliés (annexe 9).

En raison du nombre important de points de vente, Monsieur le Directeur souhaite mettre en place des procédures de contrôle interne plus rigoureuses afin de garantir l'exhaustivité du chiffre d'affaires.

Travail à faire

1. ***À partir de l'annexe 9*, identifier deux risques liés à la constatation du chiffre d'affaires réalisé dans le cadre des commissionnaires affiliés. Présenter trois mesures à mettre en œuvre pour réduire ses risques.**
2. **Quels sont les objectifs d'audit du cycle clients/ventes dans le cadre de la mission du commissaire aux comptes ?**
3. **Dans le cadre des travaux du commissaire aux comptes, quel est l'objectif de la demande de confirmation des tiers ? Quelles sont les étapes de la mise en œuvre de cette diligence par le commissaire aux comptes ?**
4. ***À partir de l'annexe 10*, sélectionner quatre clients commissionnaires affiliés à interroger en justifiant, pour chaque client, votre choix.**
5. **Quelles sont les conséquences sur la mission du commissaire aux comptes des éléments suivants :**
   - **refus par la direction de l'entreprise de mise en œuvre de la demande de confirmation des comptes clients ; ce refus est considéré comme non fondé par le commissaire aux comptes ;**
   - **refus par la direction de l'entreprise de constater des dépréciations de créances douteuses pour un montant supérieur au seuil de signification.**

## ANNEXES

### ANNEXE 1 – Compte de résultat consolidé du groupe KOULIKORO

| Compte de résultat consolidé du groupe KOULIKORO (en millions de francs CFA) | 2015 |
|---|---|
| Chiffres d'affaires | 35 000 |
| Autres produits | 3 800 |
| Achats consommés | -6 200 |
| Charges de personnel | -7 500 |
| Autres charges opérationnelles | -10 200 |
| Impôts et taxes | -2 500 |
| Dotations aux amortissements et provisions | -3 800 |
| **Résultat opérationnel** | **8 600** |
| Charges et produits financiers | -1 100 |
| **Résultat courant des entreprises intégrées** | **7 500** |
| Autres charges et produits | -100 |
| Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition | -1 400 |
| Charge d'impôt sur les résultats | -2 900 |
| **Résultat net des entreprises intégrées** | **3 100** |
| Quote-part dans les résultats des entreprises mises en équivalence | 800 |
| **Résultat net de l'ensemble consolidé** | **3 900** |
| Intérêts minoritaires | -900 |
| **Résultat net (part du groupe)** | **3 000** |

### ANNEXE 2 – Informations relatives aux impôts exigibles et différés du groupe KOULIKORO (en millions de francs CFA)

| Variation des impôts différés | 31/12/2014 | Dotation | 31/12/2015 |
|---|---|---|---|
| Impôts différés passifs | 2 200 | 700 | 2 900 |
| Impôts différés Actifs | -100 | -200 | -300 |
| **Impôts différés nets** | **2 100** | **500** | **2 600** |

| Dette d'impôt | 31/12/2014 | 31/12/2015 |
|---|---|---|
| Impôt sur les sociétés exigible (charge) | 1 900 | 2 400 |
| Acomptes versés | -1 800 | -1 900 |
| **Soldes nets d'impôt sur les sociétés à payer (dette)** | 100 | 500 |

### ANNEXE 3 – Acquisition des titres de la société ELEVATOR

Le groupe a acheté 80% des titres ELEVATOR en début 2015 pour 2 800 000 000 francs CFA. Des plus-values latentes ont été identifiées pour un montant de 400 MILLIONS DE francs CFA net d'impôt. Un écart d'acquisition de 232 MILLIONS DE FRANCS CFA a été mis en évidence lors de ce regroupement.

**Bilan de la société ELEVATOR fin 2014 (en millions de francs CFA)**

| ACTIF | | PASSIF | |
|---|---|---|---|
| Immobilisations | 2 540 | Capital | 500 |
| Stocks | 480 | Réserves | 2 050 |
| Créances d'exploitation | 1 120 | Résultat | 260 |
| Trésorerie | 170 | Provisions | 180 |
| | | Emprunts | 450 |
| | | Fournisseurs d'immobilisations | 120 |
| | | Dettes d'exploitation | 720 |
| | | Impôt sur les sociétés à payer | 30 |
| **TOTAL** | **4 310** | **TOTAL** | **4 310** |

**ANNEXE 4 – Extraits des états financiers du groupe COMPAGNIE DU SUD-EST établis en référentiel IFRS**

**Compte de résultat consolidé du groupe COMPAGNIE DU SUD-EST (en millions de francs)**

| | 2015 | 2014 |
|---|---|---|
| Produits des activités ordinaires | 34 300 | 33 100 |
| Coût des ventes | - 25 400 | - 24 900 |
| Frais commerciaux | - 2 400 | - 2 600 |
| Frais administratifs et généraux | - 4 100 | - 4 620 |
| Frais de recherche et développement | - 600 | - 400 |
| Gains / Pertes de change | - 500 | - 490 |
| **Résultat opérationnel courant des activités poursuivies** | **1 300** | **90** |
| Coût de l'endettement net | - 200 | - 690 |
| **Résultat avant impôts des activités poursuivies** | **1 100** | **- 600** |
| Charge d'impôt sur les résultats | - 800 | - 100 |
| **Résultat net des activités poursuivies** | **300** | **- 700** |
| **Résultat net des activités abandonnées** | 800 | |
| **Résultat net de l'ensemble consolidé** | **1 100** | **- 700** |
| Intérêts minoritaires | 200 | - 100 |
| **Résultat net (part du groupe)** | **900** | **- 600** |

**Tableau de flux de trésorerie consolidé du groupe COMPAGNIE DU SUD-EST (en millions de francs)**

| | 2015 | 2014 |
|---|---|---|
| Résultat net des activités poursuivies | 300 | -700 |
| Dotations aux amortissements | 1 500 | 1 100 |
| Dotations aux provisions nettes de reprises | 120 | -250 |
| Variation de la juste valeur des instruments financiers | -130 | -180 |
| Pertes et gains de change latents | 340 | 330 |
| Variation des impôts différés | 400 | -250 |
| Plus et moins-values de cession | -200 | -60 |
| **MARGE BRUTE D'AUTOFINANCEMENT** | **2 330** | **-10** |
| Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité (1) | - 1 100 | - 1 700 |
| Variation des autres actifs et passifs (2) | 60 | - 70 |
| *Total des flux nets de trésorerie d'exploitation générés par les activités poursuivies* | *1 290* | *-1 780* |
| *Total des flux nets de trésorerie d'exploitation générés par les activités abandonnées* | *300* | *600* |
| **FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR L'ACTIVITÉ (A)** | **1 590** | **-1 180** |
| Acquisitions d'immobilisations | -1 000 | -1 300 |
| Cessions d'immobilisations, nettes d'impôt | 470 | 370 |
| *Total des flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement des activités poursuivies* | *-530* | *-930* |
| *Total des flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement des activités abandonnées* | *3 050* | *-590* |
| **FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT (B)** | **2 520** | **-1 520** |
| Emissions d'emprunts | 130 | 1 450 |
| Remboursements d'emprunts | -2 600 | -2 700 |
| *Total flux net de trésorerie liés aux opérations de financement des activités poursuivies* | ***-2 470*** | ***-1 250*** |
| *Total flux de trésorerie liés aux opérations de financement des activités abandonnées* | ***0*** | *0* |
| **FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT (C)** | **-2 470** | **-1 250** |
| **VARIATION DE TRÉSORERIE (A+B+C)** | **1 640** | **-3 950** |
| **Trésorerie à l'ouverture** | **-770** | **3 180** |
| **Trésorerie à la clôture** | **870** | **-770** |

*L'année 2014 a été retraitée au niveau de la présentation afin de faire ressortir l'impact des activités abandonnées en 2015*

(1) Détail de la variation du besoin en fonds de roulement sur les activités poursuivies

| | 2014 | 2013 |
|---|---|---|
| Variation des stocks | 1 200 | 2 770 |
| Variation des dépréciations des stocks | - 150 | - 200 |
| Variations des créances clients | 730 | - 440 |
| Variation de la dépréciation des créances clients | - 30 | 70 |
| Variation des dettes fournisseurs | 120 | - 1 800 |
| Variations des autres dettes et autres créances | - 770 | 1 300 |
| **Variation du besoin en fonds de roulement sur les activités poursuivies** | **1 100** | **1 700** |

Détail de la variation du besoin en fonds de roulement sur opérations de financement

| | 2014 | 2013 |
|---|---|---|
| Variation des créances brutes | - 40 | 200 |
| Variation des dépréciations | - 20 | - 130 |
| **Variation des créances sur opérations de financement** | **- 60** | **70** |

Les opérations de financement des ventes comprennent le crédit-bail adossé, la location financement, les engagements de poursuite de loyers.

**ANNEXE 5 – Informations se rapportant à l'opération de fusion**

Il est envisagé une fusion-renonciation à date d'effet au 1er janvier 2015 entre la SA TOUT POUR LES CARRIERES et la SA FOURNICARRIERE. La parité d'échange est déterminée à partir de la valeur mathématique intrinsèque calculée sur la base d'une évaluation au 31 décembre 2014. des actifs nets comptables corrigés. Il est tenu compte de la fiscalité différée et latente au taux de 33 1/3% à l'exception de la fiscalité des plus ou moins-values constatées sur les titres TOUT POUR LES CARRIERES et FOURNICARRIERE. Aucune soulte n'est prévue.

La fusion est placée sous le régime fiscal dit des fusions.

La société TOUT POUR LES CARRIERES ne souhaite pas conserver la propriété de ses propres titres après la fusion ni les utiliser en rémunération des apports.

Le rapport d'échange inscrit dans le traité de fusion est de 8 actions TOUT POUR LES CARRIERES contre 5 actions FOURNICARRIERE. Compte tenu de l'effet de synergie escompté par ce rapprochement, la valeur globale de la SA FOURNICARRIERE a été fixée à 402 000 000.

Les frais liés à l'opération de fusion supportés par la SA TOUT POUR LES CARRIERES s'élèvent à :

Coûts externes (banques, conseils en acquisition fusion)..... 15 000 000 HT,

Coûts internes (montage de l'opération) ..... 7 000 000 HT.

La SA TOUT POUR LES CARRIERES utilise les méthodes préférentielles prévues par le Plan comptable général.

**ANNEXE 6 – Bilans des sociétés TOUT POUR LES CARRIERES et FOURNICARRIERE**

Bilan simplifié au 31/12/2014 de la société TOUT POUR LES CARRIERES (en milliers de francs)

| Actif | Brut | A/D | Net | Passif | |
|---|---|---|---|---|---|
| ***Actif immobilisé*** | | | | ***Capitaux propres*** | |
| Terrain | 150 000 | | 150 000 | Capital (30000 actions à 15 000) | 450 000 |
| Construction | 530 000 | 105 000 | 425 000 | Réserves | 962 500 |
| Matériels | 4 337 500 | 2 500 000 | 1 837 500 | Résultat | 40 000 |
| **Total I** | **5 017 500** | **2 605 000** | **2 412 500** | Provisions pour hausse des prix | 45 000 |
| ***Actif circulant*** | | | | **Total I** | **1 497 500** |
| Stocks et en-cours | 125 000 | | 125 000 | ***Provisions pour risques et charges (II)*** | **25 000** |
| Créances clients | 310 000 | 10 000 | 300 000 | ***Dettes*** | |
| VMP - Titres FOURNICARRIERE(*) | 42 500 | | 42 500 | Dettes financières | 385 000 |
| VMP - Autres titres | 90 000 | | 90 000 | Dettes fournisseurs | 1 072 500 |
| Disponibilités | 10 000 | | 10 000 | **Total III** | **1 457 500** |
| **Total II** | **577 500** | **10 000** | **567 500** | | |
| **Total (I+II)** | **5 595 000** | **2 615 000** | **2 980 000** | **Total (I+II+III)** | **2 980 000** |

(*) 500 titres à 85.000 F

Les valeurs d'utilité du terrain figurant au bilan sont mentionnées dans le traité de fusion pour un montant de 180 000 000 F CFA. La valeur comptable des autres actifs et passifs, exceptée celle des titres FOURNICARRIERE, est estimée conforme à leur valeur inscrite dans les comptes.

Bilan simplifié au 31/12/2014 de la société FOURNICARRIERE (en milliers de francs)

| Actif | Brut | A/D | Net | Passif | |
|---|---|---|---|---|---|
| ***Actif immobilisé*** | | | | ***Capitaux propres*** | |
| Terrain | 50 000 | | 50 000 | Capital (5000 actions à 30 000 F) | 150 000 |
| Constructions | 250 000 | 120 000 | 130 00 | Réserves | 230 000 |
| Matériels | 820 000 | 510 000 | 310 000 | Résultat | - 4 000 |
| **Total I** | **1 120 000** | **630 000** | **490 000** | **Total I** | **376 000** |
| *Actif circulant* | | | | ***Provisions pour risques et charges (II)*** | **30 000** |
| Stocks | 46 000 | 10 000 | 36 000 | ***Dettes*** | |
| Créances clients | 201 000 | 10 000 | 191 000 | Dettes financières | 90 000 |
| VMP - Titres TOUT POUR LES CARRIERES (**) | 12 000 | | 12 000 | Dettes fournisseurs | 238 000 |
| Disponibilités | 5 000 | | 5 000 | **Total III** | **328 000** |
| **Total II** | **264 000** | **20 000** | **244 000** | | |
| **Total (I+II)** | **1 384 000** | **650 000** | **734 000** | **Total (I+II+III)** | **734 000** |

(**) 600 titres à 20 000

Les valeurs d'utilité des actifs/passifs sont conformes à leur valeur comptable, à l'exception de celle des titres TOUT POUR LES CARRIERES, de celle des constructions (163 000 000 F au lieu de 130 000 000 F) et de la prise en compte d'une provision pour retraite de 24 000 000 F (la société FOURNICARRIERE a choisi de ne pas provisionner les provisions pour retraite au bilan).

**ANNEXE 7 - Informations financières relatives à la société KOULIKORO-TRANSPORT**

**Bilan (valeurs en millions CFA)**

| ACTIF | Brut 2014 | Amortisse-ments | Net 31/12/2015 | Net 31/12/2014 |
|---|---|---|---|---|
| Concessions, brevets | 3,8 | 2,7 | 1,1 | 2,1 |
| Installations, techniques, agenceme | 7,3 | 1,2 | 6,1 | |
| Matériels de transport | 902,1 | 727,2 | 174,9 | 230,8 |
| Participations financières | 104,2 | | 104,2 | 104,2 |
| Cautions financières | 36,8 | | 36,8 | 35,5 |
| **Total Actif immobilisé** | **1 054,2** | **731,1** | **323,1** | **372,6** |
| Matières premières | 10,3 | | 10,3 | 20,5 |
| Clients et comptes rattachés | 488,0 | | 488,0 | 464,4 |
| Fournisseurs débiteurs | 111,7 | | 111,7 | 95,8 |
| Créances fiscales et sociales | 98,8 | | 98,8 | 112,2 |
| Disponibilités | 1,0 | | 1,0 | 1,0 |
| Charges constatées d'avance | 26,9 | | 26,9 | 20,9 |
| **Total Actif circulant** | **736,7** | | **736,7** | **714,8** |
| **Total Actif** | **1 790,9** | **731,1** | **1 059,8** | **1 087,4** |

| PASSIF | 31/12/2015 | 31/12/2014 |
|---|---|---|
| Capital social | 95,0 | 95,0 |
| Réserves légales et statutaires | 88,4 | 40,9 |
| Résultat de l'exercice | -64,2 | 47,5 |
| **Total Capitaux propres** | **119,2** | **183,4** |
| Emprunts bancaires | 76,8 | 104,5 |
| Découverts et concours bancaires | 111,3 | 163,7 |
| Dettes fiscales et sociales | 642,8 | 635,8 |
| Factor créances cédées | 109,7 | |
| **Total Emprunts et dettes** | **940,6** | **904,0** |
| **Total Passif** | **1 059,8** | **1 087,4** |

**Soldes Intermédiaires de Gestion KOULIKORO-TRANSPORT (valeurs en MILLIONS DE FRANCS CFA)**

| | 31/12/2015 | 31/12/2014 |
|---|---|---|
| Chiffres d'affaires et produits d'exploitation | 2 606,5 | 2 935,2 |
| Services extérieurs et charges externes | 1 304,3 | 1 457,7 |
| **Valeur Ajoutée** | **1 302,2** | **1 477,5** |
| Subventions d'exploitation | 12,0 | 35,2 |
| Impôts, taxes | 43,3 | 58,0 |
| Charges de personnel (brutes et charges sociales) | 1 215,1 | 1 310,5 |
| **Excédent Brut d'Exploitation** | **55,8** | **144,2** |
| Dotations aux amortissements sur immobilisations | 120,4 | 164,8 |
| **Résultat d'exploitation** | **-64,6** | **-20,6** |

| | | |
|---|---|---|
| Intérêts et charges financières | -17,4 | -19,3 |
| **Résultat courant avant impôts** | **-82,0** | **-39,9** |
| **Résultat exceptionnel** | **17,8** | **87,4** |
| **Résultat net comptable** | **-64,2** | **47,5** |

**Capacité d'autofinancement**

- 31/12/2015 : 22,7 MILLIONS DE FRANCS CFA
- 31/12/2014 : 119,1 MILLIONS DE FRANCS CFA

**Informations prévisionnelles sur 3 ans (en MILLIONS DE FRANCS CFA)**

| | 31/12/2016 | 31/12/2017 | 31/12/2018 |
|---|---|---|---|
| dotations aux amortissements | 91,4 | 42,6 | 26,1 |
| Amortissements prévisionnels des emprunts (part capital restant dû à rembourser) | 47,6 | 29,2 | 8,9 |

**Evolution structurelle (valeurs en MILLIONS DE FRANCS CFA)**

| | **31/12/2015** | **31/12/2014** |
|---|---|---|
| Fonds de roulement | -127,1 | -84,7 |
| Excédent / Besoin en Fonds de roulemen | -16,8 | 78,0 |
| Trésorerie | -110,3 | -162,7 |

**ANNEXE 8 - Extrait de l'entretien réalisé par le commissaire aux comptes auprès du directeur général de la société KOULIKORO-TRANSPORT, Monsieur DURAND, le 15 mars 2016**

*« KOULIKORO-TRANSPORT a été racheté par le groupe KOULIKORO, il y a une dizaine d'année avec la volonté de développer l'activité transport. Mais la concurrence est rude et le groupe ne connait pas très bien ce secteur d'activité dont les contraintes sont très différentes de la production et de la vente de nacelles. Le groupe KOULIKORO s'est très vite désintéressé de KOULIKORO-TRANSPORT qui pèse très peu dans le chiffre d'affaires consolidé et a limité fortement les investissements. Notre parc de camions est vieux et n'est plus adapté aux besoins des clients…*

*L'année 2015 a été particulièrement difficile pour nous, les ventes ont baissé, suite à une concurrence très vive. Nos fournisseurs, notamment les grandes plateformes logistiques, nous imposent des contraintes très fortes sur les prix. Des entreprises de transport basées à l'étranger et dont les coûts salariaux sont plus faibles qu'en France se sont implantées sur la région. Nous avons beaucoup de mal à être compétitifs…*

*J'ai demandé au directeur logistique de faire le nécessaire. Mais, il a été recruté très récemment car deux cadres, responsables de la logistique et de l'organisation des tournées des camions et présents dans la société depuis plus de 10 ans, ont démissionné au cours du mois de février. Malgré tous les efforts que nous avons faits,*

*les commandes sur le premier semestre sont en net repli (presque 20%) et le chiffre d'affaires réalisé sur les mois de janvier et février a affiché une diminution de 15% par rapport à la même période sur 2015. Actuellement, nous renégocions les contrats avec nos clients mais beaucoup exigent une revue à la baisse du prix de la prestation…*

*Il en découle que notre établissement bancaire ne nous assure pas pour le moment le maintien de nos lignes de découverts. Et, notre actionnaire principal, KOULIKORO, se refuse à apporter de nouveaux fonds tant que les perspectives ne sont pas meilleures…*

*Comme vous connaissez bien notre structure, je voudrais vous confier une mission consistant à nous éclairer sur la politique à mettre en place pour redresser notre situation. Je suis très inquiet et je pense que nous avons besoin d'un œil externe. Vous pourriez rencontrer tous nos partenaires et les convaincre du fait que notre situation va se redresser ; ils ont confiance en vous… ».*

## ANNEXE 9.

**Constats relatifs à la transmission du chiffre d'affaires par les clients commissionnaires affiliés**

Le service de contrôle interne a constaté des erreurs ou omissions sur un certain nombre de relevés transmis par des commissionnaires affiliés au cours des 3 derniers mois :

- modification des recettes journalières ;
- annulation des ventes supérieures à 120 000 F ;
- l'état réalisé sous Excel comporte des erreurs d'additions ;
- les relevés mensuels sont transmis le 15 du mois suivant ;
- le chiffre d'affaires est régulièrement inférieur de 25 % par rapport aux magasins de taille similaires ;
- le responsable adresse systématiquement les relevés avec 2 jours de retard.

**ANNEXE 10.**

**Balance clients commissionnaires affiliés au 31/12/2016**

| Compte | Libellé | Débit | Crédit | Solde | Echéance < 3 mois ou non échue | Solde échu > 3 mois | Solde échu > 6 mois |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 411201 | Magasin A | 175 000 | 148 750 | 26 250 | 26 250 | | |
| 411206 | Magasin F | 12 840 | 10 700 | 2 140 | 2 140 | | |
| 411208 | Magasin H | 4 789 | 4 071 | 718 | 718 | | |
| 411209 | Magasin I | 125 000 | 109 375 | 15 625 | 15 625 | | |
| 411210 | Magasin J | 59 356 | 25 610 | 33 746 | 746 | 3 880 | 29 120 |
| 411214 | Magasin N | 29 596 | 27 130 | 2 466 | 2 466 | | |
| 411215 | Magasin O | 3 240 | 2 970 | 270 | 270 | | |
| 411216 | Magasin P | 1 680 | 12 510 | (10 830) | | | |
| 411217 | Magasin Q | 22 300 | 19 548 | 2 752 | 2 752 | | |
| 411218 | Magasin R | 65 684 | 65 684 | - | | | |
| | TOTAL | 499 485 | 426 347 | 73 138 | 50 968 | 3 880 | 29 120 |

Les clients commissionnaires affiliés se voient prélever le produit de leurs ventes, net de la commission contractuelle, sur une fréquence mensuelle. Ces créances doivent être réglées avant le 15 du mois suivant la constatation du chiffre d'affaires.